

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE LOIRE

Société coopérative à capital et personnel variable au capital de 56 118 500,00 Euros.
Etablissement de crédit. Société de courtage d'assurance
Siège social : 8 Allée Samuel Paty, 18920 Bourges Cedex 9
398 824 714 R.C.S Bourges

Immatriculée au registre des intermédiaires en assurances sous le N°07 009 045

B. — Comptes consolidés a au 31 décembre 2024.

Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire en date du 31/01/2025 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 27/03/2025

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

I. — Cadre général.**Présentation juridique de l'entité.**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est une société coopérative à capital variable créée le 1er janvier 1995, régie par le livre V du Code Monétaire et Financier, Livre V du Code Rural et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire, 91 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse Régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'Entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

De par la loi bancaire, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

Son siège social est situé au 8 Allée Samuel Paty, 18920 Bourges Cedex 9.

Son n° d'immatriculation est 398 824 714 RCS Bourges.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est également une société de courtage d'assurances.

Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire fait partie, avec 38 autres Caisses Régionales, du Groupe Crédit Agricole dont l'organe central, au titre de la loi bancaire, est Crédit Agricole SA.

Périmètre de consolidation

Au 31/12/2024, une STT a été créé au sein du groupe Crédit Agricole :

- FCT Crédit Agricole Habitat 2024 (Opération de titrisation de créances habitat " True Sale ", réalisée par les 39 Caisses Régionales).

Le détail a été intégré dans la note 12 " Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024 ".

Un Groupe bancaire d'essence mutualiste.

— L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 12,1 millions de sociétaires. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et

financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

Relations internes au Crédit Agricole.

Mécanismes financiers internes.

— Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

— Comptes ordinaires des Caisses régionales : Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créancier, est présenté au bilan sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

— Comptes d'épargne à régime spécial : Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan épargne-logement, livret d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Dettes envers la clientèle ».

— Comptes et avances à terme : Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

— Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales :

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB - Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

— Opérations en devises : Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

— Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A. :

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire.

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution

bancaire unique. La directive (UE) 201 /879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI et CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.1 du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2^[1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette^[2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et

^[1] Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

^[2] Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Informations relatives aux parties liées.

— Les parties liées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités assurant la gestion interne des engagements en matière de retraites, préretraites et indemnités de fin de carrière, ainsi que les principaux dirigeants du Groupe.

Par principaux dirigeants, l'entité comprendra l'ensemble des membres du Conseil d'administration et des membres du Comité de Direction.

II. — Etats financiers consolidés.**1. — Compte de résultat.**

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	4.1	662 788	562 414
Intérêts et charges assimilées	4.1	-542 712	-449 033
Commissions (produits)	4.2	225 123	223 024
Commissions (charges)	4.2	-41 122	-40 161
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	20 922	17 402
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		-1 698	329
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		22 620	17 073
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	66 098	55 221
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		-	-
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		66 098	55 221
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produit net des activités d'assurance		-	-
<i>Produits des activités d'assurance</i>		-	-
<i>Charges afférentes aux activités d'assurance</i>		-	-
<i>Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance</i>		-	-
Produits des autres activités	4.6	9 289	11 171
Charges des autres activités	4.6	-3 262	-4 973
Produit net bancaire		397 124	375 065
Charges générales d'exploitation	4.7	-257 155	-258 510
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.8	-12 760	-12 507
Résultat brut d'exploitation		127 209	104 048
Coût du risque	4.9	-36 187	-24 499
Résultat d'exploitation		91 022	79 549
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.10	-62	41
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-
Résultat avant impôt		90 960	79 590
Impôts sur les bénéfices	4.11	-6 207	-11 451
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		-	-
Résultat net		84 753	68 139
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-

Résultat net part du groupe	84 753	68 139
<i>(1) Correspond au résultat y compris Résultat net des activités abandonnées</i>		

2. — Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net	84 753	68 139
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	833	173
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	162 310	139 274
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	163 143	139 447
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	-5 187	-4 334
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	157 956	135 113
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	157 956	135 113
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	242 709	203 252
Dont part du Groupe	242 709	203 252
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-
<i>(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables</i>	<i>-28</i>	<i>-</i>

3. — Bilan.
(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales	6.1	73 285	71 388
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-6.2-6.6	626 022	312 280
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		12 599	13 953
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		613 423	298 327
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	138 825	194 694
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-6.4-6.6	1 808 454	1 606 881
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		-	-
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		1 808 454	1 606 881
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.4-6.5-6.6	19 086 470	19 386 302
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		2 146 625	2 427 343
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		16 241 170	16 297 819
<i>Titres de dettes</i>		698 675	661 140
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-25 979	-90 414
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	36 007	37 516
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	234 204	229 895
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Contrats d'assurance émis - Actif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Actif		-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement	6.11	29 335	23 075
Immobilisations corporelles	6.12	131 235	110 967
Immobilisations incorporelles	6.12	662	635
Ecarts d'acquisition		-	-
Total de l'actif		22 138 520	21 883 219

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	12 570	13 527
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		12 570	13 527
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>		-	-
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	118 265	102 776
Passifs financiers au coût amorti		18 421 674	18 323 566
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	3.4-6.7	10 698 690	10 852 596
<i>Dettes envers la clientèle</i>	3.1-3.4-6.7	7 423 467	7 214 525
<i>Dettes représentées par un titre</i>	3.4-6.7	299 517	256 445
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-19 237	-26 359
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	2 379	1 162
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	307 298	394 963
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Contrats d'assurance émis - Passif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Passif		-	-
Provisions	6.13	43 268	43 556
Dettes subordonnées		-	-
Total dettes		18 886 217	18 853 191
Capitaux propres		3 252 303	3 030 028
Capitaux propres part du Groupe		3 252 302	3 030 027
Capital et réserves liées		476 495	483 240
Réserves consolidées		2 109 701	2 055 251
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		581 353	423 397
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		84 753	68 139
Participations ne donnant pas le contrôle		1	1
Total du passif		22 138 520	21 883 219

4. — Tableau de variation des capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	Part du Groupe							Participations ne donnant pas le contrôle		Capitaux propres consolidés	
	Capital et réserves liées			Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat		Capitaux propres
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					
Capitaux propres au 1er janvier 2023 Publiés	291 168	2 268 739	2 559 907	-	288 284	288 284	-	2 848 191	11	11	2 848 202
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2023 Retraités	291 168	2 268 739	2 559 907	-	288 284	288 284	-	2 848 191	11	11	2 848 202
Augmentation / réduction de capital	-9 682	-	-9 682	-	-	-	-	-9 682	-	-	-9 682
Dividendes versés en 2023	-	-12 335	-12 335	-	-	-	-	-12 335	-	-	-12 335
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	93	93	-	-	-	-	93	-10	-10	83
Mouvements liés aux paiements en actions	-	598	598	-	-	-	-	598	-	-	598
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-9 682	-11 644	-21 326	-	-	-	-	-21 326	-10	-10	-21 336
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	135 113	135 113	-	135 113	-	-	135 113
Résultat 2023	-	-	-	-	-	-	68 139	68 139	-	-	68 139
Autres variations	-	-92	-92	-	-	-	-	-92	-	-	-92
Capitaux propres au 31 décembre 2023 Retraités	281 486	2 257 003	2 538 489	-	423 397	423 397	68 139	3 030 025	1	1	3 030 026
Affectation du résultat 2023	-	68 139	68 139	-	-	-	-68 139	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraités	281 486	2 325 142	2 606 628	-	423 397	423 397	-	3 030 025	1	1	3 030 026
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 retraité	281 486	2 325 142	2 606 628	-	423 397	423 397	-	3 030 025	1	1	3 030 026
Augmentation / réduction de capital	-6 745	-	-6 745	-	-	-	-	-6 745	-	-	-6 745
Dividendes versés en 2024	-	-14 064	-14 064	-	-	-	-	-14 064	-	-	-14 064
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	1	1	-	-	-	-	1	-	-	1
Mouvements liés aux paiements en actions	-	346	346	-	-	-	-	346	-	-	346
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-6 745	-13 717	-20 462	-	-	-	-	-20 462	-	-	-20 462
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	28	28	-	157 956	157 956	-	157 984	-	-	157 984
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	28	28	-	-28	-28	-	-	-	-	-
Résultat 2024	-	-	-	-	-	-	84 753	84 753	-	-	84 753
Capitaux propres au 31 décembre 2024	274 741	2 311 453	2 586 194	-	581 353	581 353	84 753	3 252 300	1	1	3 252 301

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle

5. — Tableau des flux de trésorerie.

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Résultat avant impôt		90 960	79 590
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		12 761	12 511
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		50 131	20 378
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		-	-
Résultat net des activités d'investissement		62	-41
Résultat net des activités de financement		2 696	2 262
Autres mouvements		3 114	-20 972
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		68 764	14 138
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		-144 121	-508 165
Flux liés aux opérations avec la clientèle		213 142	105 260
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		-324 784	418 386
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		-100 901	-237 809
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts versés		-8 650	-6 964
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		-365 314	-229 292
<i>Flux provenant des activités abandonnées</i>		-	-
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)		-205 590	-135 564
<i>Flux liés aux participations (3)</i>		-8 056	-51 928
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		-30 836	-26 338
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		-38 892	-78 266
<i>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (4)</i>		-20 808	28 213
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		7 055	-29 983
<i>Flux provenant des activités abandonnées</i>		-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		-13 753	-1 770
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		-	-
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)		-258 235	-215 600
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		832 795	1 048 365
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (1)		71 388	67 375
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (2)		761 407	980 990
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		574 560	832 795
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (1)		73 285	71 388
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (2)		501 275	761 407
Variation de la trésorerie nette et des équivalents de trésorerie		-258 235	-215 570
(1) Composé du solde net du poste « Caisse, banques centrales », hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées			
(2) Composé du solde des postes « Comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « Comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « Comptes ordinaires créditeurs » et « Comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus).			
(3) Flux liés aux participations : Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période". Au cours de l'année 2024, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire s'élève à (8 056) milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes : - acquisitions de participations : - 947 milliers d'euros - souscriptions de capital (à décaisser) : - 8 750 milliers d'euros - cessions de participations : 1 641 milliers d'euros			
(4) Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : il comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire à ses actionnaires, à hauteur de 14 064 milliers d'euros pour l'année 2024			

6. — Notes annexes aux états financiers consolidés

1. – Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés..

1.1. Normes applicables et comparabilité.

— Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en milliers, sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2024 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2023.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2024 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2024.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
Amendement IAS 1 Présentation des états financiers Classification des passifs courants et passifs non courants	1er janvier 2024	Non
Amendement IFRS 16 Contrats de location Dette locative dans une opération de cession-bail	1er janvier 2024	Non
Amendement IAS 1 Présentation des états financiers Dettes non courantes avec covenants	1er janvier 2024	Non
Amendement IAS 7 / IFRS 7 Opérations d'affacturage	1er janvier 2024	Non

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2024

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2024 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2024.

IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers.

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union européenne.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

IFRS 9 / IFRS 7 - Classement et évaluation des instruments financiers.

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, publiés en mai 2024 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026, sous réserve d'adoption par l'Union européenne, viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les placements dans des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB pouvant affecter le Groupe :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 27 Fusion entre une société mère et sa filiale dans des états financiers individuels	30 janvier 2024	Non
IAS 37 Engagements liés au climat	29 avril 2024	Non(*)
IFRS 3 Paielements subordonnés à l'emploi continu pendant les périodes de transfert	29 avril 2024	Non
IFRS 8 Disclosure des revenus et des dépenses pour les segments à présenter	29 juillet 2024	Non

(*) *Compte tenu des engagements pris par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire au 31 décembre 2024 aucune provision n'est à comptabiliser.*

1.2. Principes et méthodes comptables.**Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers.**

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence ;

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)**Définitions.**

— La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de critères ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la

règlementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après. Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument, ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers.

— **Evaluation initiale :** Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

— **Evaluation ultérieure :** Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

Actifs financiers

— **Classement et évaluation des actifs financiers :**

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

— **Instruments de dette :**

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

— **Les trois modèles de gestion :**

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le *modèle « Collecte »* dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le *modèle « Collecte et Vente »* dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le *modèle « Autre/Vente »* dont l'objectif principal est de céder les actifs. Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

- Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

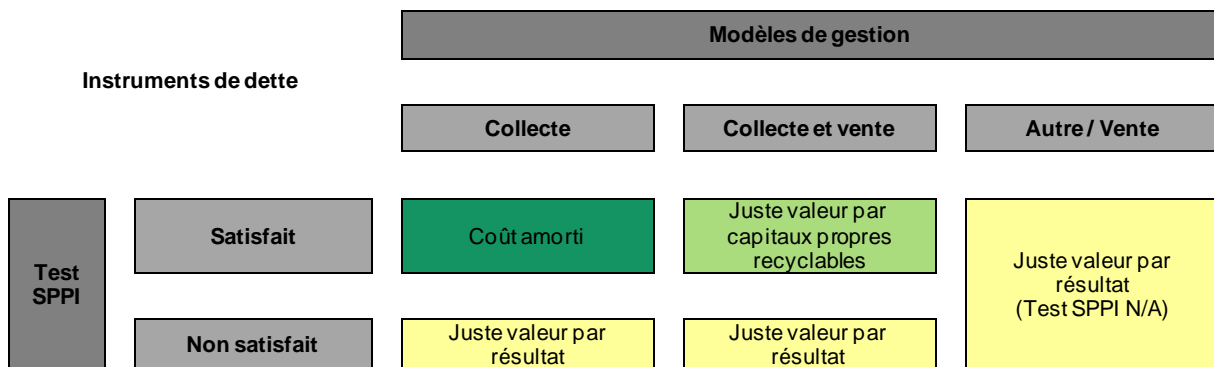
Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "look-through" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :



— Instruments de dette au coût amorti :

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

— Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables :

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

— Instruments de dette à la juste valeur par résultat :

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

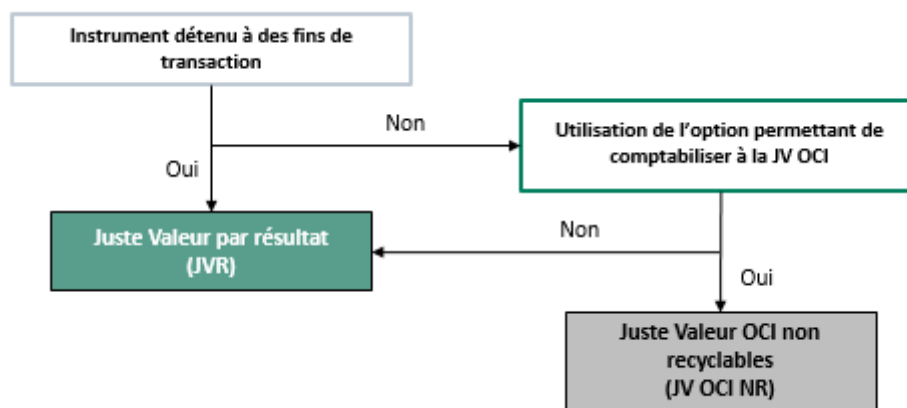
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

— Instruments de capitaux propres :

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



— Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat :

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

— Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable) :

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

— Reclassement d'actifs financiers : En cas de changement important de modèle économique dans la gestion des actifs financiers (nouvelle activité, acquisition d'entités, cession ou abandon d'une activité significative), un reclassement de ces actifs financiers est nécessaire. Le reclassement s'applique à la totalité des actifs financiers du portefeuille à partir de la date de reclassement.

Dans les autres cas, le modèle de gestion reste inchangé pour les actifs financiers existants. Si un nouveau modèle de gestion est identifié, il s'applique de manière prospective, aux nouveaux actifs financiers, regroupés dans un nouveau portefeuille de gestion.

— Acquisition et cession temporaire de titres : Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

— Décomptabilisation des actifs financiers :

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

— Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20) : Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

Passifs financiers

— Classement et évaluation des passifs financiers :

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature :

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option :

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

— Passifs financiers évalués au coût amorti :

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

— Produits de la collecte :

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.15 « Provisions ».

— Reclassement de passifs financiers : Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

— Distinction dettes – capitaux propres : La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

— Décomptabilisation et modification des passifs financiers :

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers. — Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit.

— Champ d'application : Conformément à IFRS 9, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("Expected Credit Losses" ou "ECL") sur les en-cours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

— Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement : Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

- 1^{ère} étape (*Stage 1*) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois.
- 2^{ème} étape (*Stage 2*) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire comptabilise les pertes attendues à maturité.
- 3^{ème} étape (*Stage 3*) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *Stage 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *Stage 2*, puis en *Stage 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

– Définition du défaut :

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

– La notion de perte de crédit attendue « ECL » :

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

— Gouvernance et mesure des ECL :

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (Stage 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (Stage 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

— Dégradation significative du risque de crédit :

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe (*Forward Looking Central*) ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de Stage 1 à Stage 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2, si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe. Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en Stage 2 dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3%.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bps. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

2. Critère absolu

- Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12% pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en Stage 2.
- Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en Stage 2
- L'instrument financier est classé en Stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage 2*.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage 1* et dépréciées sur la base d'une ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêté, seront classés en *Stage 1* et provisionnés sur la base d'une ECL à 12 mois ;
- les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage 2* (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage 3*).

— Restructurations pour cause de difficultés financières : Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'aurait pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risques similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

— Irrécouvrabilité : Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en Stage 3 aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

Instruments financiers dérivés

— Classement et évaluation : Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

— La comptabilité de couverture :

– Cadre général :

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

– Documentation :

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;

- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

– Evaluation :

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- Couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

— Dérivés incorporés : Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers.

— La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

— Hiérarchie de la juste valeur : La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire retient des cours *mid-price* comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire utilise des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

Compensation des actifs et passifs financiers.

— Conformément à la norme IAS 32, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers.

— Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;

- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

— Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres :

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

Engagements de financement et garanties financières donnés.

— Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risque de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

Provisions (dont IAS 37)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat) ;
- Les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.
- Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêt des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.15 « Provisions ».

Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme ;

- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

Avantages à court terme.

— Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés.

Avantages postérieurs à l'emploi.

— Régimes à prestations définies : La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

— Régimes à cotisations définies : Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

Autres avantages à long terme.

— Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

Indemnités de cessation d'emploi.

— Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

La norme IFRS 2 Paiement fondés sur des actions impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le groupe Crédit Agricole éligibles à la norme IFRS 2 sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres (*stock options*, attribution d'actions gratuites, rémunérations variables versées en cash indexé ou en actions, etc.).

Les options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur majoritairement selon le modèle *Black & Scholes*. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique Frais de personnel en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en date d'attribution et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites. Cet avantage ne tient pas compte d'une décote d'incessibilité.

Impôts sur le résultat (IAS 12)

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les passifs et actifs d'impôts exigibles et différés doivent être évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Lundi 2 décembre 2024, la responsabilité du gouvernement français a été engagée par le déclenchement de l'article 49.3 de la Constitution concernant le Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale 2025. Mercredi 4 décembre 2024, une des motions de censure déposées a été adoptée, aboutissant à la démission du gouvernement et à la suspension des travaux de l'Assemblée nationale, notamment la Loi de Finance 2025 qui prévoyait initialement des contributions exceptionnelles additionnelles à l'Impôt sur les Sociétés.

À la suite de ces événements et à ce stade, les différentes options au niveau législatif possibles conduisent à reconduire le budget 2024 en 2025 dans l'attente de discussions législatives.

Ainsi à date, il convient alors de considérer un maintien du taux d'IS à 25,83% (conformément au budget 2024) pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts exigibles et différés au 31 décembre 2024.

Impôts exigibles.

— La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

Impôts différés.

— Certaines opérations réalisées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
 - La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
 - La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- Soit par un regroupement d'entreprises.

— Plus-values sur titres : Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

— Contrats de location IFRS 16 : Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

Risques fiscaux.

— Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;
- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Le groupe Crédit Agricole applique la comptabilisation des immobilisations corporelles et incorporelles par composants. Les composants et durées d'amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	25 à 40 ans
Second œuvre	15 ans
Installations techniques	5 à 8 ans
Agencements	8 ans
Matériel informatique	1 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	4 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Mobilier	8 à 12 ans

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Brevet, licences	1 an
Logiciels	1 an

Opérations en devises (IAS 21)

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).
 - a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
 - b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

Contrats de location dont le Groupe est bailleur.

— Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel.

Pour les créances de location-financement, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.

Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

Contrats de location dont le Groupe est preneur.

— Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans. La durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain ne pas exercer l'option de sortie au bout de 3 ans, le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location. Ainsi, la durée initiale sera estimée à 6 ans. La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.3. Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

Périmètre de consolidation.

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

Consolidation des Caisses régionales.

— Les normes de consolidation existantes en IFRS sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole de Centre Loire représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues par les IFRS.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Centre Loire et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

Notions de contrôle.

— Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est exposée ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte). Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est présumée exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

Méthodes de consolidation.

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les co-entreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

Retraitements et éliminations.

Conformément à IFRS 10, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- Conversion, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) : la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- Conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe : les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

2. – Principales opérations de structure et événements significatifs de la période.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2024 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024 ».

Pilier 2 – Globe.

Les nouvelles règles fiscales internationales établies par l'OCDE, visant à soumettre les grands groupes internationaux à une imposition complémentaire lorsque le Taux Effectif d'Impôt (TEI) d'une juridiction dans laquelle ils sont implantés est inférieur à 15%, sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2024.

Le premier exercice d'application de ces règles est l'exercice 2024.

Sur la base des dispositions de la Directive européenne adoptée fin 2022 et sa transposition dans les pays de l'union européenne, le Groupe a procédé à une estimation de l'impôt complémentaire GloBE au titre de l'année 2024.

En outre, conformément aux amendements à la norme IAS 12, publiés le 23 mai 2023 par l'IASB et adoptés par l'Union européenne le 8 novembre 2023, le Groupe applique l'exception obligatoire et temporaire à la comptabilisation des impôts différés liés à la mise en œuvre des règles GloBE.

FCT Crédit Agricole Habitat 2024

Au 31/12/2024, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 27 mars 2024. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par les Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2024 pour un montant de 1,67 milliard d'euros.

Les Caisses régionales ont souscrit pour 166,7 millions d'euros de titres subordonnés et pour 750 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (61%) et établissements de crédit (39%)) pour un montant de 750 M€.

3. – Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture.

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est assurée par la Direction Risques, Qualité et Méthodes. Cette direction est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Gestion des risques", comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

3.1. Risque de crédit.

— (Cf. chapitre « Gestion des risques – Risques de crédit » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

3.1.1. Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période.

— Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

— Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains								
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	657 534	-441	4 122	-75	-	-	661 656	-516	661 140
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-4 102	75	4 102	-3 036	-	-2 961	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-4 102	75	4 102	-3 036	-	-2 961	
Total après transferts	657 534	-441	20	-	4 102	-3 036	661 656	-3 477	658 179
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	40 909	-18	-	-	-4 102	3 036	36 807	3 018	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	202 459	-162	-	-	-	-	202 459	-162	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-161 550	144	-	-	-4 102	3 036	-165 652	3 180	
Total	698 443	-459	20	-	-	-	698 463	-459	698 004
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	691		-20		-		671		
Au 31 décembre 2024	699 134	-459	-	-	-	-	699 134	-459	698 675
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

— Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains								
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	90 851	-1	-	-	-	-	90 851	-1	90 850
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	90 851	-1	-	-	-	-	90 851	-1	90 850
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	146 541	-1	-	-	-	-	146 541	-1	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (1)	169 526	-1	-	-	-	-	169 526	-1	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-22 985	-	-	-	-	-	-22 985	-	-
Total	237 392	-2	-	-	-	-	237 392	-2	237 390
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (2)	-82	-	-	-	-	-	-82	-	-
Au 31 décembre 2024	237 310	-2	-	-	-	-	237 310	-2	237 308
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période
(2) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

— Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains								
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	14 599 761	-23 834	1 654 561	-87 260	331 935	-177 344	16 586 257	-288 438	16 297 819
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-280 671	-13 078	221 308	28 551	59 363	-30 842	-	-15 369	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-969 164	3 148	969 164	-12 920			-	-9 772	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	705 197	-16 390	-705 197	37 080			-	20 690	
Transferts vers Stage 3 (1)	-27 920	212	-58 444	5 073	86 364	-38 218	-	-32 933	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	11 216	-48	15 785	-682	-27 001	7 376	-	6 646	
Total après transferts	14 319 090	-36 912	1 875 869	-58 709	391 298	-208 186	16 586 257	-303 807	16 282 450
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	100 751	9 184	-112 555	-32 519	-85 402	21 709	-97 206	-1 626	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	2 384 452	-7 011	195 442	-14 289			2 579 894	-21 300	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-2 256 358	4 319	-307 950	10 519	-52 739	31 795	-2 617 047	46 633	
Passages à perte					-32 624	14 964	-32 624	14 964	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-47	-	-39	151	-86	151	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		11 876		-28 749		-26 565		-43 438	
Autres	-27 343	-	-	-	-	1 364	-27 343	1 364	
Total	14 419 841	-27 728	1 763 314	-91 228	305 896	-186 477	16 489 051	-305 433	16 183 618
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	30 720		-500		27 332		57 552		
Au 31 décembre 2024	14 450 561	-27 728	1 762 814	-91 228	333 228	-186 477	16 546 603	-305 433	16 241 170
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains							
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
Au 31 décembre 2023	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-			-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation de juste valeur sur la période	-		-		-		-	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	-	-	-	-			-	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Passages à perte					-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-		-		-		-	
Au 31 décembre 2024	-	-	-	-	-	-	-	-
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3								
(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période								
(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)								

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains							
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
Au 31 décembre 2023	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation de juste valeur sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2024	-	-	-	-	-	-	-	-
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains							
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
Au 31 décembre 2023	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-			-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation de juste valeur sur la période	-		-		-		-	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	-	-	-	-			-	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Passages à perte					-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-		-		-		-	
Au 31 décembre 2024	-	-	-	-	-	-	-	-
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3								
(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période								
(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)								

— Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Engagements sains								
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	1 471 995	-2 988	63 366	-3 598	7 439	-3 036	1 542 800	-9 622	1 533 178
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-14 818	-615	12 308	730	2 510	-535	-	-420	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-31 223	141	31 223	-344			-	-203	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	16 649	-747	-16 649	931			-	184	
Transferts vers Stage 3 (1)	-482	3	-2 397	150	2 879	-646	-	-493	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	238	-12	131	-7	-369	111	-	92	
Total après transferts	1 457 177	-3 603	75 674	-2 868	9 949	-3 571	1 542 800	-10 042	1 532 758
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	-12 738	354	-6 627	-2 365	-4 336	2 255	-23 701	244	
Nouveaux engagements donnés (2)	808 301	-1 696	37 179	-3 967			845 480	-5 663	
Extinction des engagements	-821 034	2 217	-43 812	3 365	-5 209	2 355	-870 055	7 937	
Passages à perte					-6	-	-6	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-167		-1 763		-100		-2 030	
Autres	-5	-	6	-	879	-	880	-	
Au 31 décembre 2024	1 444 439	-3 249	69 047	-5 233	5 613	-1 316	1 519 099	-9 798	1 509 301

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période

— Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Engagements sains								
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	373 644	-1 498	19 321	-2 949	6 850	-6 367	399 815	-10 814	389 001
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-172	-380	-558	1 134	730	-79	-	675	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-10 638	34	10 638	-309			-	-275	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	10 713	-415	-10 713	1 442			-	1 027	
Transferts vers Stage 3 (1)	-247	1	-558	11	805	-116	-	-104	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	75	-10	-75	37	-	27	
Total après transferts	373 472	-1 878	18 763	-1 815	7 580	-6 446	399 815	-10 139	389 676
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	101 653	-1 497	-2 202	-1 011	-789	2 047	98 662	-461	
Nouveaux engagements donnés (2)	159 497	-590	1 257	-226			160 754	-816	
Extinction des engagements	-57 844	322	-3 459	803	-2 528	2 503	-63 831	3 628	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-1 229		-1 588		-455		-3 272	
Autres	-	-	-	-	1 739	-1	1 739	-1	
Au 31 décembre 2024	475 125	-3 375	16 561	-2 826	6 791	-4 399	498 477	-10 600	487 877
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3									
(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période									

3.1.2. Exposition maximale au risque de crédit.

— L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

— Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	353 843	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	12 599	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	329 244	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	12 000	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	138 825	-	-	-	-	-
Total	492 668	-	-	-	-	-

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	193 426	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	13 953	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	167 213	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	12 260	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	194 694	-	-	-	-	-
Total	388 120	-	-	-	-	-

— Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	17 177 153	-	4 824 301	733 540	5 971 819	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	<i>146 751</i>	-	<i>40 032</i>	<i>3 882</i>	<i>61 120</i>	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	237 308	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	16 241 170	-	4 824 301	733 540	5 971 819	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	<i>146 751</i>	-	<i>40 032</i>	<i>3 882</i>	<i>61 120</i>	-
Titres de dettes	698 675	-	-	-	-	-
Total	17 177 153	-	4 824 301	733 540	5 971 819	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	<i>146 751</i>	-	<i>40 032</i>	<i>3 882</i>	<i>61 120</i>	-

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	17 049 809	-	4 874 852	686 822	5 908 085	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	154 591	-	38 333	12 871	58 350	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	90 850	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	16 297 819	-	4 874 852	686 822	5 908 085	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	154 591	-	38 333	12 871	58 350	-
Titres de dettes	661 140	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Total	17 049 809	-	4 874 852	686 822	5 908 085	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	154 591	-	38 333	12 871	58 350	-

— Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	487 877	-	-	-	-	-
<i>Dont : engagements provisionnés en date de clôture</i>	2 392	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 509 301	-	58 097	62 835	134 445	-
<i>Dont : engagements provisionnés en date de clôture</i>	4 297	-	39	298	402	-
Total	1 997 178	-	58 097	62 835	134 445	-
<i>Dont : engagements provisionnés en date de clôture</i>	6 689	-	39	298	402	-

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	389 001	-	-	-	-	-
<i>Dont : engagements provisionnés en date de clôture</i>	483	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 533 178	-	82 762	66 473	151 412	-
<i>Dont : engagements provisionnés en date de clôture</i>	4 403	-	38	124	571	-
Total	1 922 179	-	82 762	66 473	151 412	-
<i>Dont : engagements provisionnés en date de clôture</i>	4 886	-	38	124	571	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

3.1.3. Actifs financiers modifiés.

— Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit »).

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

(En milliers d'Euros)	2024		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	13	9 092
Valeur comptable brute avant modification	-	60	9 131
Gains ou pertes nets de la modification	-	-47	-39
Titres de dettes	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Stage 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable brute
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)
Actifs restructurés antérieurement classés en Stage 2 ou en Stage 3 et reclassés en Stage 1 au cours de la période	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-
Prêts et créances sur la clientèle	-
Titres de dettes	-
Total	-

3.1.4. Concentrations du risque de crédit.

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

— Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit :

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Risques et pilier 3 – Gestion des risques - Risques de crédit » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

— Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit PD ≤ 0,5%	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation s des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail		9 138 626	-3 554	272 172	-4 025			9 403 219
	0,5% < PD ≤ 2%	1 277 356	-4 842	426 825	-11 480			1 687 859
	2% < PD ≤ 20%	440 885	-3 884	663 658	-45 675			1 054 984
	20% < PD < 100%			25 745	-2 316			23 429
	PD = 100%					233 953	-126 883	107 070
Total Clientèle de détail		10 856 867	-12 280	1 388 400	-63 496	233 953	-126 883	12 276 561
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	3 589 235	-4 110	38 447	-988			3 622 584
	0,6% < PD < 12%	940 903	-11 799	290 331	-19 318			1 200 117
	12% ≤ PD < 100%			45 636	-7 426			38 210
	PD = 100%					99 275	-59 594	39 681
Total Hors clientèle de détail		4 530 138	-15 909	374 414	-27 732	99 275	-59 594	4 900 592
Total		15 387 005	-28 189	1 762 814	-91 228	333 228	-186 477	17 177 153

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	9 369 691	137 612		9 507 303
	0,5% < PD ≤ 2%	1 185 673	471 302		1 656 975
	2% < PD ≤ 20%	358 037	701 997		1 060 034
	20% < PD < 100%		27 698		27 698
	PD = 100%			217 841	217 841
Total Clientèle de détail		10 913 401	1 338 609	217 841	12 469 851
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	3 361 970	19 253		3 381 223
	0,6% < PD < 12%	1 072 775	260 565		1 333 340
	12% ≤ PD < 100%		40 256		40 256
	PD = 100%			114 094	114 094
Total Hors clientèle de détail		4 434 745	320 074	114 094	4 868 913
Dépréciations		-24 276	-87 335	-177 344	-288 955
Total		15 323 870	1 571 348	154 591	17 049 809

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024					
		Valeur comptable					
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs (Stage 3)
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-	-	-
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-	-	-
	20% < PD < 100%	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	-	-	-	-	-	-
	0,6% < PD < 12%	-	-	-	-	-	-
	12% ≤ PD < 100%	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		-	-	-	-	-	-
Total		-	-	-	-	-	-

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-
	20% < PD < 100%	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	-	-	-	-
	0,6% < PD < 12%	-	-	-	-
	12% ≤ PD < 100%	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		-	-	-	-
Dépréciations		-	-	-	-
Total		-	-	-	-

— Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagement s sains				Engagement s provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagement s soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagement s soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)(1)	Engagement s soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagement s soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagement s provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagement s (Stage 3)(1)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	472 576	-258	3 838	-51	-	-	476 105
	0,5% < PD ≤ 2%	81 876	-331	6 998	-136	-	-	88 407
	2% < PD ≤ 20%	36 162	-327	28 931	-2 018	-	-	62 748
	20% < PD < 100%	-	-	765	-91	-	-	674
	PD = 100%	-	-	-	-	1 574	-439	1 135
Total Clientèle de détail		590 614	-916	40 532	-2 296	1 574	-439	629 069
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	705 225	-685	4 080	-58	-	-	708 562
	0,6% < PD < 12%	148 600	-1 648	12 558	-948	-	-	158 562
	12% ≤ PD < 100%	-	-	11 877	-1 931	-	-	9 946
	PD = 100%	-	-	-	-	4 039	-877	3 162
Total Hors clientèle de détail		853 825	-2 333	28 515	-2 937	4 039	-877	880 232
Total		1 444 439	-3 249	69 047	-5 233	5 613	-1 316	1 509 301

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	587 291	2 415	-	589 706
	0,5% < PD ≤ 2%	101 909	7 610	-	109 519
	2% < PD ≤ 20%	39 559	29 056	-	68 615
	20% < PD < 100%	-	1 403	-	1 403
	PD = 100%	-	-	2 107	2 107
Total Clientèle de détail		728 759	40 484	2 107	771 350
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	597 404	1 366	-	598 770
	0,6% < PD < 12%	145 832	18 795	-	164 627
	12% ≤ PD < 100%	-	2 721	-	2 721
	PD = 100%	-	-	5 332	5 332
Total Hors clientèle de détail		743 236	22 882	5 332	771 450
Provisions (1)		-2 988	-3 598	-3 036	-9 622
Total		1 469 007	59 768	4 403	1 533 178

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au pas sif du bilan

— Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024					
		Montant de l'engagement					
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)(1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)(1)
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	7 553	-21	105	-20	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	3 007	-48	610	-11	-	-
	2% < PD ≤ 20%	683	-21	2 419	-365	-	-
	20% < PD < 100%	-	-	130	-29	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	673	-579
Total Clientèle de détail		11 243	-90	3 264	-425	673	-579
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	340 052	-614	1 683	-90	-	-
	0,6% < PD < 12%	123 830	-2 671	2 387	-567	-	-
	12% ≤ PD < 100%	-	-	9 227	-1 744	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	6 118	-3 820
Total Hors clientèle de détail		463 882	-3 285	13 297	-2 401	6 118	-3 820
Total		475 125	-3 375	16 561	-2 826	6 791	-4 399

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	6 003	100	-	6 103
	0,5% < PD ≤ 2%	4 194	675	-	4 869
	2% < PD ≤ 20%	2 483	2 538	-	5 021
	20% < PD < 100%	-	173	-	173
	PD = 100%	-	-	690	690
Total Clientèle de détail		12 680	3 486	690	16 856
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	247 184	1 323	-	248 507
	0,6% < PD < 12%	113 780	13 005	-	126 785
	12% ≤ PD < 100%	-	1 507	-	1 507
	PD = 100%	-	-	6 160	6 160
Total Hors clientèle de détail		360 964	15 835	6 160	382 959
Provisions (1)		-1 498	-2 949	-6 367	-10 814
Total		372 146	16 372	483	389 001

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

Concentrations du risque de crédit par agent économique

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur comptable	Montant des variations de juste valeur résultant des variations du risque de crédit		Valeur comptable	Montant des variations de juste valeur résultant des variations du risque de crédit	
		Sur la période	En cumulé		Sur la période	En cumulé
Grandes entreprises	12 000	-	-	12 260	-	-
Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	12 000	-	-	12 260	-	-
		Montant des variations de juste valeur			Montant des variations de juste valeur	
		Sur la période	En cumulé		Sur la période	En cumulé
Dérivés de crédit et assimilés limitant l'exposition au risque		-	-		-	-

— Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
Administration générale	1 237 366	-817	759	-7	10 796	-6 313	1 248 920	1 235 233	-737	421	-3	10 792	-4 787	1 246 446
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	375 830	-125	-	-	-	-	375 830	246 897	-221	-	-	-	-	246 897
Grandes entreprises	2 916 943	-14 967	373 655	-27 725	88 479	-53 281	3 379 077	2 952 615	-10 827	319 653	-22 050	103 302	-51 310	3 375 570
Clientèle de détail	10 856 867	-12 280	1 388 400	-63 496	233 953	-126 883	12 479 220	10 913 401	-12 491	1 338 609	-65 282	217 841	-121 247	12 469 851
Total	15 387 005	-28 189	1 762 814	-91 228	333 228	-186 477	17 483 047	15 348 146	-24 276	1 658 683	-87 335	331 935	-177 344	17 338 764

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciat ion des actifs à la JV par OCI – Stage 3	Total	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciat ion des actifs à la JV par OCI – Stage 3	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciat ion des actifs à la JV par OCI - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciat ion des actifs à la JV par OCI – Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciat ion des actifs à la JV par OCI - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciat ion des actifs à la JV par OCI – Stage 2			
Administra tion générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablis se ments de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entrepre ses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tot al	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

— Dettes envers la clientèle par agent économique :

(En milliers d'Euros)		31/12/2024	31/12/2023
Administration générale		7 749	7 143
Grandes entreprises		2 473 147	2 504 567
Clientèle de détail		4 942 571	4 702 815
Total Dettes envers la clientèle		7 423 467	7 214 525

— Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagem ents provision nés (Stage 3)	Provision s sur engagem ents (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engagem ents provision nés (Stage 3)	Provision s sur engagem ents (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagem ents soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provision s sur engagem ents soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provision s sur engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engagem ents soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Provision s sur engagem ents soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provision s sur engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administra tion générale	41 973	-27	-	-	-	-	41 973	143 086	-63	142	-1	-	-	143 228
Grandes entrepre ses	811 852	-2 306	28 515	-2 937	4 039	-877	844 406	600 150	-1 636	22 740	-1 340	5 332	-2 397	628 222
Clientèle de détail	590 614	-916	40 532	-2 296	1 574	-439	632 720	728 759	-1 289	40 484	-2 257	2 107	-639	771 350
Tot al	1 444 439	-3 249	69 047	-5 233	5 613	-1 316	1 519 099	1 471 995	-2 988	63 366	-3 598	7 439	-3 036	1 542 800

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

— Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagem ents provision nés (Stage 3)	Provision s sur engagem ents (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engagem ents provision nés (Stage 3)	Provision s sur engagem ents (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagem ents soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provision s sur engagem ents soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provision s sur engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engagem ents soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provision s sur engagem ents soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provision s sur engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administra tion générale	20 338	-	-	-	-	-	20 338	14 623	-	-	-	-	-	14 623
Grandes entreprise s	443 544	-3 285	13 297	-2 401	6 118	-3 820	462 959	346 341	-1 399	15 835	-2 343	6 160	-5 904	368 336
Clientèle de détail	11 243	-90	3 264	-425	673	-579	15 180	12 680	-99	3 486	-606	690	-463	16 856
Total	475 125	-3 375	16 561	-2 826	6 791	-4 399	498 477	373 644	-1 498	19 321	-2 949	6 850	-6 367	399 815

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

Concentrations du risque de crédit par zone géographique :

— Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM- COM)	15 126 483	1 743 239	331 775	17 201 497	15 136 579	1 651 838	330 756	17 119 173
Autres pays de l'Union européenne	183 246	15 681	715	199 642	135 590	3 759	722	140 071
Autres pays d'Europe	13 816	591	720	15 127	15 238	311	455	16 004
Amérique du Nord	13 363	122	16	13 501	15 113	600	1	15 714
Amériques centrale et du Sud	653	610	-	1 263	846	640	-	1 486
Afrique et Moyen-Orient	5 055	1 215	2	6 272	5 396	1 452	-	6 848
Asie et Océanie (hors Japon)	6 926	1 356	-	8 282	8 035	83	1	8 119
Organismes supra-nationaux	37 463	-	-	37 463	31 349	-	-	31 349
Dépréciations	-28 189	-91 228	-186 477	-305 894	-24 276	-87 335	-177 344	-288 955
Total	15 358 816	1 671 586	146 751	17 177 153	15 323 870	1 571 348	154 591	17 049 809

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM- COM)	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-

— Dettes envers la clientèle par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DROM-COM)	7 352 357	7 153 307
Autres pays de l'Union européenne	28 336	23 514
Autres pays d'Europe	19 463	16 029
Amérique du Nord	10 566	9 504
Amériques centrale et du Sud	851	371
Afrique et Moyen-Orient	7 343	7 248
Asie et Océanie (hors Japon)	4 513	4 525
Japon	38	27
Total Dettes envers la clientèle	7 423 467	7 214 525

— Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	1 429 874	68 993	5 612	1 504 479	1 470 630	63 312	7 439	1 541 381
Autres pays de l'Union européenne	13 785	14	-	13 799	528	39	-	567
Autres pays d'Europe	203	6	-	209	278	7	-	285
Amérique du Nord	106	5	1	112	127	2	-	129
Amériques centrale et du Sud	5	2	-	7	7	-	-	7
Afrique et Moyen-Orient	154	2	-	156	328	2	-	330
Asie et Océanie (hors Japon)	310	25	-	335	97	2	-	99
Japon	2	-	-	2	-	2	-	2
Provisions (1)	-3 249	-5 233	-1 316	-9 798	-2 988	-3 598	-3 036	-9 622
Total	1 441 190	63 814	4 297	1 509 301	1 469 007	59 768	4 403	1 533 178

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

— Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	387 714	16 561	6 791	411 066	372 625	19 321	6 850	398 796
Autres pays de l'Union européenne	66 855	-	-	66 855	-	-	-	-
Autres pays d'Europe	20 045	-	-	20 045	508	-	-	508
Asie et Océanie (hors Japon)	511	-	-	511	511	-	-	511
Provisions (1)	-3 375	-2 826	-4 399	-10 600	-1 498	-2 949	-6 367	-10 814
Total	471 750	13 735	2 392	487 877	372 146	16 372	483	389 001

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

3.1.5. Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement :

— Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique :

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2024								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	96 440	903	-	51 077	13 408	-	6 512	5 807	64 814
Administration générale	19 646	53	-	-	-	-	-	-	4 483
Etablissements de crédit	1 019	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	36 263	152	-	8 606	3 038	-	217	336	13 434
Clientèle de détail	39 512	698	-	42 471	10 370	-	6 295	5 471	46 897
Total	96 440	903	-	51 077	13 408	-	6 512	5 807	64 814

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2023								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	214 412	7 923	-	46 046	15 391	7	7 668	6 730	52 191
Administration générale	110 601	7 388	-	-	-	-	-	-	5 940
Etablissements de crédit	1 019	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	59 356	1	-	9 163	2 151	-	980	966	10 688
Clientèle de détail	43 436	534	-	36 883	13 240	7	6 688	5 764	35 563
Total	214 412	7 923	-	46 046	15 391	7	7 668	6 730	52 191

3.2. Expositions au risque souverain.

— Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire au risque souverain sont les suivantes :

— Activité bancaire :

31/12/2024 (En milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	4 755	-	248 841	253 596	-448	253 148
Hong-Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	5	-	-	5	-	5
Total	-	4 760	-	248 841	253 601	-448	253 153

31/12/2023 (En milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	18 671	-	228 564	247 235	-	247 235
Hong-Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	1	-	-	1	-	1
Total	-	18 672	-	228 564	247 236	-	247 236

3.3. Risque de marché. — (Cf. Rapport de gestion 5.3)

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

— Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	1 676	41 797	95 352	138 825
Sous-total	1 676	41 797	95 352	138 825
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	1 676	41 797	95 352	138 825

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	6 222	55 398	133 074	194 694
Sous-total	6 222	55 398	133 074	194 694
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	6 222	55 398	133 074	194 694

— Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	56	25 015	93 194	118 265
Sous-total	56	25 015	93 194	118 265
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	56	25 015	93 194	118 265

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	2 880	25 397	74 499	102 776
Sous-total	2 880	25 397	74 499	102 776
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	2 880	25 397	74 499	102 776

— Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	430	742	11 001	12 173
Instruments de devises et or	2	-	-	2
Autres instruments	1	3	165	169
Sous-total	433	745	11 166	12 344
Opérations de change à terme	248	7	-	255
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	681	752	11 166	12 599

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	645	3 365	9 144	13 154
Instruments de devises et or	52	-	-	52
Autres instruments	329	-	117	446
Sous-total	1 026	3 365	9 261	13 652
Opérations de change à terme	287	14	-	301
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	1 313	3 379	9 261	13 953

— Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif :

(En milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	430	742	11 070	12 242
Instruments de devises et or	2	-	-	2
Autres instruments	-	3	87	90
Sous-total	432	745	11 157	12 334
Opérations de change à terme	231	5	-	236
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	663	750	11 157	12 570

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	679	3 365	9 191	13 235
Instruments de devises et or	52	-	-	52
Autres instruments	68	-	-	68
Sous-total	799	3 365	9 191	13 355
Opérations de change à terme	161	11	-	172
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	960	3 376	9 191	13 527

— Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	5 793 458	5 773 498
Instruments de devises et or	5 188	7 220
Autres instruments	761	9 383
Sous-total	5 799 407	5 790 101
Opérations de change à terme	24 884	56 286
Total notionnels	5 824 291	5 846 387

Risque de change. — (Cf. Rapport de gestion 5.3)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'est pas exposée de façon significative à ce risque du fait du caractère peu significatif des opérations en devises.

3.4. Risque de liquidité et de financement. — (Cf. Rapport de gestion 5.3)

— Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	682 172	136 497	1 308 614	19 344	-	2 146 627
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	834 167	1 492 470	5 366 620	8 833 149	20 197	16 546 603
Total	1 516 339	1 628 967	6 675 234	8 852 493	20 197	18 693 230
Dépréciations						-305 435
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						18 387 795

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	902 087	6 124	1 497 456	21 677	-	2 427 344
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	869 756	1 507 738	5 374 667	8 782 167	51 929	16 586 257
Total	1 771 843	1 513 862	6 872 123	8 803 844	51 929	19 013 601
Dépréciations						-288 439
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						18 725 162

— Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	914 536	2 283 217	5 065 174	2 435 763	-	10 698 690
Dettes envers la clientèle	5 539 919	812 110	1 017 126	54 312	-	7 423 467
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	6 454 455	3 095 327	6 082 300	2 490 075	-	18 122 157

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 293 590	1 939 070	5 118 709	2 501 227	-	10 852 596
Dettes envers la clientèle	5 596 992	561 549	1 016 054	39 930	-	7 214 525
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	6 890 582	2 500 619	6 134 763	2 541 157	-	18 067 121

— Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Titres de créances négociables	148 222	90 000	-	-	-	238 222
Emprunts obligataires	347	-	-	60 948	-	61 295
Total Dettes représentées par un titre	148 569	90 000	-	60 948	-	299 517

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Titres de créances négociables	61 920	144 000	-	-	-	205 920
Emprunts obligataires	426	-	-	50 099	-	50 525
Total Dettes représentées par un titre	62 346	144 000	-	50 099	-	256 445

— Garanties financières en risque données par maturité attendue :

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	21	2 890	-	-	-	2 911

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	105	2 890	-	-	-	2 995

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 « Risque de marché ».

3.5. Comptabilité de couverture. — (Cf. Note 3.3 « Risque de marché » et Chapitre « Gestion des risques – Gestion du bilan » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

— Couverture de juste valeur :

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

— Couverture de flux de trésorerie :

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

— Couverture d'un investissement net en devise :

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

— Instruments dérivés de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	138 825	118 265	5 334 226	194 694	102 776	5 192 852
Total Instruments dérivés de couverture	138 825	118 265	5 334 226	194 694	102 776	5 192 852

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a pas constaté de déqualification significative dans le cadre de l'exercice 2024 au titre de ce contexte de marché de hausse des taux.

Opérations sur instruments dérivés de couverture: analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	423 288	1 500 938	3 410 000	5 334 226
Sous-total	423 288	1 500 938	3 410 000	5 334 226
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	423 288	1 500 938	3 410 000	5 334 226

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	460 088	1 388 307	3 344 457	5 192 852
Sous-total	460 088	1 388 307	3 344 457	5 192 852
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	460 088	1 388 307	3 344 457	5 192 852

La note 3.3 « Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

Couverture de juste valeur :

— Instruments dérivés de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	24 319	11 949	-7 154	404 425	27 881	9 257	-16 021	389 920
Taux d'intérêt	24 319	11 949	-7 154	404 425	27 881	9 257	-16 021	389 920
Total des micro-couvertures de juste valeur	24 319	11 949	-7 154	404 425	27 881	9 257	-16 021	389 920
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	114 506	106 316	-62 633	4 929 801	166 813	93 519	-171 098	4 802 932
Total couverture de juste valeur	138 825	118 265	-69 787	5 334 226	194 694	102 776	-187 119	5 192 852

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

— Eléments couverts :

Micro-couvertures (en milliers d'Euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-		-	-	-		-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	248 160	-10 678	-	7 093	372 148	-17 772	-	15 845
Taux d'intérêt	248 160	-10 678	-	7 093	372 148	-17 772	-	15 845
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	248 160	-10 678	-	7 093	372 148	-17 772	-	15 845
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	145 587	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	145 587	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	145 587	-	-	-	-	-	-	-

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures (En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-		-	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	857 702	1 319	3 757 734	4 784
Total - actifs	857 702	1 319	3 757 734	4 784
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	4 025 561	3	925 307	-1 666
Total - passifs	4 025 561	3	925 307	-1 666

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

— Résultat de la comptabilité de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	-69 787	69 541	-246	-187 119	185 561	-1 558
Total	-69 787	69 541	-246	-187 119	185 561	-1 558

3.6. Risques opérationnels. — (Cf. Rapport de gestion 5.3)

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe qui n'est pas lié à un risque de crédit, de marché ou de liquidité.

3.7. Gestion du capital et ratios réglementaires.

— Conformément au règlement européen (UE) 575/2013¹ (CRR), la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne (UE) 2013/36² et du règlement européen (UE) 575/2013, applicables depuis le 1er janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

¹ Tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du règlement (UE) 2019/876 de juin 2019, du règlement (UE) 2020/873 de juin 2020 et du règlement (UE) 2024/1623 de juin 2024 pour les exigences réglementaires ayant une date d'application anticipée au 9 juillet 2024.

² Telle que supplémentée et amendée, en ce compris notamment au travers de la directive (UE) 2019/878 de juin 2019.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
- les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* perpétuels ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 ou *Tier 2* (T2) composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si d'anciens instruments ne sont pas ou plus éligibles, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du *Tier 1* (AT1) et du *Tier 2* (T2). Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation « conglomérat financier ».

En 2024 comme en 2023 et selon la réglementation en vigueur, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a respecté les exigences réglementaires.

4. – Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

4.1. Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur les actifs financiers au coût amorti	478 920	428 772
Opérations avec les établissements de crédit	11 326	6 500
Opérations internes au Crédit Agricole	83 588	85 693
Opérations avec la clientèle	370 654	327 988
Opérations de location-financement	-	-
Titres de dettes	13 352	8 591
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	183 868	133 640
Autres intérêts et produits assimilés	-	2
Produits d'intérêts (1) (2)	662 788	562 414
Sur les passifs financiers au coût amorti	-430 571	-365 484
Opérations avec les établissements de crédit	-9 617	-17 623
Opérations internes au Crédit Agricole	-311 850	-283 946
Opérations avec la clientèle	-95 716	-56 393
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	-13 383	-7 522
Dettes subordonnées	-5	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-112 029	-83 497
Autres intérêts et charges assimilées	-112	-52
Charges d'intérêts	-542 712	-449 033
(1) Dont - 6 605 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2024 contre - 7 562 milliers d'euros au 31 décembre 2023		
(2) Dont - 5 839 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2024 contre - 5 627 milliers d'euros au 31 décembre 2023		

4.2. Produits et charges de commissions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 113	-68	1 045	1 383	-77	1 306
Sur opérations internes au Crédit Agricole	26 294	-26 593	-299	31 170	-25 942	5 228
Sur opérations avec la clientèle	10 130	-530	9 600	7 860	-516	7 344
Sur opérations sur titres	-	-2	-2	-	-13	-13
Sur opérations de change	166	-1	165	156	-1	155
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	579	-79	500	250	-59	191
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	183 222	-13 762	169 460	179 547	-13 482	166 065
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	3 619	-87	3 532	2 658	-71	2 587
Total Produits et charges de commissions	225 123	-41 122	184 001	223 024	-40 161	182 863

4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes reçus	3 953	2 691
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	-756	328
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	4 679	4 197
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	13 449	10 676
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	-826	218
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	669	850
Résultat de la comptabilité de couverture	-246	-1 558
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	20 922	17 402
<i>(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat)</i>		

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	67 203	-67 264	-61	82 656	-82 833	-177
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	37 131	-30 038	7 093	49 323	-33 478	15 845
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	30 072	-37 226	-7 154	33 333	-49 355	-16 022
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	481 560	-481 745	-185	607 681	-609 062	-1 381
Variations de juste valeur des éléments couverts	272 166	-209 718	62 448	389 493	-219 777	169 716
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	209 394	-272 027	-62 633	218 188	-389 285	-171 097
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Total Résultat de la comptabilité de couverture	548 763	-549 009	-246	690 337	-691 895	-1 558

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,...) est présenté dans la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

4.4. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes) (1)	66 098	55 221
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	66 098	55 221
<i>(1) Dont dividendes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables décomptabilisés au cours de l'exercice de 65 635 milliers d'euros (contre 53 727 milliers d'euros au 31 décembre 2023.)</i>		

4.5. Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)	-	-
<i>(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.9 « Coût du risque »</i>		

4.6. Produits (charges) nets des autres activités :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits nets des immeubles de placement	799	475
Autres produits (charges) nets	5 228	5 723
Produits (charges) des autres activités	6 027	6 198

4.7. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges de personnel	-162 303	-159 334
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-4 735	-8 224
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-90 117	-90 952
Charges générales d'exploitation	-257 155	-258 510
<i>(1) Dont 0 milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 2 535 milliers d'euros au 31 décembre 2023</i>		

Honoraires des commissaires aux comptes.

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire intégrées globalement est la suivante au titre de 2024 :

Collège des Commissaires aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire

(En milliers d'euros hors taxes)	In extenso		Mazars		ORCOM	
	2 024	2 023	2 024	2 023	2 024	2 023
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	15	10	91	89.5	91	89
Services autres que la certification des comptes	0	0	11	23.8	0	0
Total	15	10	102	113.3	91	89

Le montant total des honoraires de IN EXTENSO, Commissaire aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 15 milliers d'euros, dont 15 milliers d'euros au titre la mission de certification des comptes des filiales Centre Loire Immobilier et Centre Loire Service.

Le montant total des honoraires de MAZARS, Commissaire aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 102 milliers d'euros, dont 91 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire, et 11 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.)

Le montant total des honoraires de ORCOM, Commissaire aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 91 milliers d'euros, dont 91 milliers d'euros au titre la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire et ses filiales.

4.8. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements	-12 698	-12 513
Immobilisations corporelles (1)	-12 537	-12 474
Immobilisations incorporelles	-161	-39
Dotations (reprises) aux dépréciations	-62	6
Immobilisations corporelles	-62	-
Immobilisations incorporelles	-	6
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-12 760	-12 507
<i>(1) Dont 1 073 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2024 contre 1 151 milliers d'euros au 31 décembre 2023</i>		

4.9. Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)	-11 455	-1 010
Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	-6 049	-1 195
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-3 911	-1 070
Engagements par signature	-2 138	-125
Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	-5 406	185
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-3 894	-9 809
Engagements par signature	-1 512	9 994
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)	-21 408	-24 772
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-25 097	-25 748
Engagements par signature	3 689	976
Autres actifs (C)	-214	568
Risques et charges (D)	-16	758
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E) = (A)+(B)+(C)+(D)	-33 093	-24 456
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-3 825	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-17 619	-402
Récupérations sur prêts et créances	18 436	714
Comptabilisés au coût amorti	18 436	714
Comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-86	-343
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	-	-12
Autres produits	-	-
Coût du risque	-36 187	-24 499

4.10. Gains ou pertes nets sur autres actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-62	41
Plus-values de cession	-	272
Moins-values de cession	-62	-231
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-62	41

4.11. Impôts :

— Charge d'impôt :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charge d'impôt courant (1)	-7 926	-12 326
Charge d'impôt différé	1 719	875
Total Charge d'impôt	-6 207	-11 451
(1) Le montant relatif à l'impôt complémentaire estimé au titre du Pilier 2 – globe s'élève à 0 milliers d'euros en 2024		

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

— Au 31 décembre 2024 :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	27 639	25,83%	-7 139
Effet des différences permanentes		0,00%	-1 187
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,00%	-1 941
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00%	1 676
Changement de taux		0,00%	-
Effet des autres éléments		0,00%	2 405
Taux et charge effectifs d'impôt		22,38%	-6 186

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

— Au 31 décembre 2023 :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	29 827	25,83%	-7 728
Effet des différences permanentes		0,00%	-6 344
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,00%	-3 999
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00%	2 386
Changement de taux		0,00%	-
Effet des autres éléments		0,00%	4 165
Taux et charge effectifs d'impôt		38,62%	-11 520

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2023.

4.12. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables :		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	833	173
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	162 310	139 274
Ecart de réévaluation de la période	162 338	139 274
Transferts en réserves	-28	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	-5 187	-4 334
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	157 956	135 113
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	157 956	135 113
Dont part du Groupe	157 956	135 113
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-

5. – Informations sectorielles.**Définition des secteurs opérationnels.**

En application d'IFRS 8, le secteur d'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est celui de la banque de proximité en France.

La clientèle de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire comprend les particuliers, les agriculteurs, les professionnels, les entreprises et les collectivités locales.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire commercialise toute la gamme de services bancaires et financiers : support épargne (monétaire, obligataire, titres), placement d'assurance-vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiements. Agissant en tant que courtier pour des partenaires au sein du groupe Crédit Agricole, elle distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme des produits d'assurance-vie.

6. – Notes relatives au bilan.**6.1. Caisse, banques centrales :**

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	62 659	-	60 560	-
Banques centrales	10 626	-	10 828	-
Valeur au bilan	73 285	-	71 388	-

6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat :

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	12 599	13 953
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	613 423	298 327
Instruments de capitaux propres	46 652	46 818
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI (1)	554 771	239 249
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	12 000	12 260
Valeur au bilan	626 022	312 280
(1) Dont 517 585 milliers d'euros d'OPC au 31 décembre 2024 contre 212 301 milliers d'euros au 31 décembre 2023		

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	12 570	13 527
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	12 570	13 527

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

6.3. Instruments dérivés de couverture.

— L'information détaillée est fournie à la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

6.4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 808 454	611 219	-8 166	1 606 881	450 848	-10 105
Total	1 808 454	611 219	-8 166	1 606 881	450 848	-10 105

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
Total des titres de dettes	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-
Impôts sur les bénéfices		-	-		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)		-	-		-	-

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables :

— Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	9 869	36	-	8 398	34	-
Titres de participation non consolidés	1 798 585	611 183	-8 166	1 598 483	450 814	-10 105
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 808 454	611 219	-8 166	1 606 881	450 848	-10 105
Impôts sur les bénéfices		-17 945	-		-12 973	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		593 274	-8 166		437 875	-10 105

— Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)
Actions et autres titres à revenu variable	1 727	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	58	31	-3	-	-	-
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	1 785	31	-3	-	-	-
Impôts sur les bénéfices		-	-		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		31	-3		-	-

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné

Au cours de l'exercice, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a procédé à la cession de 1 974 titres C2MS pour un montant total de 47 milliers d'euros dégageant une plus-value de 28 milliers d'euros. Cette cession résulte de la mise en œuvre de la clause d'ajustement du pacte actionnaire AVEM signé par la Caisse régionale qui prévoit un ajustement du capital tous les 3 ans prenant en compte l'activité confiée à AVEM, prestataire de services monétiques et informatiques dans le domaine des moyens de paiement et de l'informatique de proximité.

6.5. Actifs financiers au coût amorti :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 146 625	2 427 343
Prêts et créances sur la clientèle	16 241 170	16 297 819
Titres de dettes	698 675	661 140
Valeur au bilan	19 086 470	19 386 302

— Prêts et créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	31 097	19 459
Dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	30 447	18 809
Titres reçus en pension livrée	204 624	69 802
Prêts subordonnés	1 589	1 590
Valeur brute	237 310	90 851
Dépréciations	-2	-1
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	237 308	90 850
Opérations internes au Crédit Agricole :		
Comptes ordinaires	579 748	841 733
Comptes et avances à terme	1 329 569	1 494 760
Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole	1 909 317	2 336 493
Valeur au bilan	2 146 625	2 427 343

— Prêts et créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec la clientèle :		
Créances commerciales	7 028	4 146
Autres concours à la clientèle	16 455 052	16 472 456
Prêts subordonnés	838	1 012
Avances en comptes courants d'associés	20 148	52 127
Comptes ordinaires débiteurs	63 537	56 516
Valeur brute	16 546 603	16 586 257
Dépréciations	-305 433	-288 438
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	16 241 170	16 297 819
Opérations de location-financement :		
Valeur brute	-	-
Valeur nette des opérations de location-financement	-	-
Valeur au bilan	16 241 170	16 297 819

— Titres de dettes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	248 966	198 195
Obligations et autres titres à revenu fixe	450 168	463 461
Total	699 134	661 656
Dépréciations	-459	-516
Valeur au bilan	698 675	661 140

6.6. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue :

— Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024 :

Nature des actifs transférés (En milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur	Juste valeur nette			
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	273 227	68 737	204 490	-	272 539	265 785	61 295	204 490	-	265 283	7 256	-	-	-
Titres de dettes	204 490	-	204 490	-	204 490	204 490	-	204 490	-	204 490	-	-	-	-
Prêts et créances	68 737	68 737	-	-	68 049	61 295	61 295	-	-	60 793	7 256	-	-	-
Total Actifs financiers	273 227	68 737	204 490	-	272 539	265 785	61 295	204 490	-	265 283	7 256	-	-	-
Opérations de location-financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total actifs transférés	273 227	68 737	204 490	-	272 539	265 785	61 295	204 490	-	265 283	7 256	-	-	-

— Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023 :

Nature des actifs transférés	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	(En milliers d'Euros)	Valeur comptable	Dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur	Juste valeur nette		
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti		126 124	56 421	69 703	-	123 137	120 228	50 525	69 703	-	119 473	3 664	-	-
Titres de dettes		69 703	-	69 703	-	69 703	69 703	-	69 703	-	69 703	-	-	-
Prêts et créances		56 421	56 421	-	-	53 434	50 525	50 525	-	-	49 770	3 664	-	-
Total Actifs financiers		126 124	56 421	69 703	-	123 137	120 228	50 525	69 703	-	119 473	3 664	-	-
Opérations de location-financement		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total actifs transférés		126 124	56 421	69 703	-	123 137	120 228	50 525	69 703	-	119 473	3 664	-	-

Titrisations.

— Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens d'IFRS 7. En effet, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024

Au titre de l'exercice, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023

Au titre de l'exercice 2023, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'avait constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

6.7. Passifs financiers au coût amorti :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	10 698 690	10 852 596
Dettes envers la clientèle	7 423 467	7 214 525
Dettes représentées par un titre	299 517	256 445
Valeur au bilan	18 421 674	18 323 566

— Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit :		
Comptes et emprunts	113 396	104 089
Dont comptes ordinaires créditeurs	108 850	99 349
Titres donnés en pension livrée	204 490	69 703
Total	317 886	173 792
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes et avances à terme	10 380 804	10 678 804
Total	10 380 804	10 678 804
Valeur au bilan	10 698 690	10 852 596

— Dettes envers la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	4 768 664	4 925 780
Comptes d'épargne à régime spécial	85 260	102 089
Autres dettes envers la clientèle	2 569 543	2 186 656
Valeur au bilan	7 423 467	7 214 525

— Dettes représentées par un titre :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Titres de créances négociables	238 222	205 920
Emprunts obligataires	61 295	50 525
Valeur au bilan	299 517	256 445

6.8. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers :

— Compensation – Actifs financiers :

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	151 424	-	151 424	121 153	20 560	9 711
Prises en pension de titres	204 624	-	204 624	204 490	-	134
Total des actifs financiers soumis à compensation	356 048	-	356 048	325 643	20 560	9 711

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	208 647	-	208 647	108 702	77 920	22 025
Prises en pension de titres	69 802	-	69 802	69 703	-	99
Total des actifs financiers soumis à compensation	278 449	-	278 449	178 405	77 920	22 124

Les annexes 2023 comprenait 69 802 en « prise en pension de titres » sur le poste « Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie » or pour une meilleure lecture nous avons reclassé 69 703 dans le poste « Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation ». Nous avons également sur le poste « Montant net après l'ensemble des effets de compensation » 8 027 en ligne « Dérivés » et 0 sur la ligne « prise en pension de titres » dans les annexes de 2023. Pour une meilleure lecture ces montants ont été modifiés.

— Compensation – Passifs financiers :

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	130 835	-	130 835	2 888	-	127 947
Mises en pension de titres	204 490	-	204 490	204 490	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	335 325	-	335 325	207 378	-	127 947

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	116 303	-	116 303	108 702	-	7 601
Mises en pension de titres	69 703	-	69 703	69 703		-
Total des passifs financiers soumis à compensation	186 006	-	186 006	178 405		7 601

En 2023, les annexes comprenaient 69 703 dans le poste « Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie » or pour une meilleure lecture nous les avons reclassé dans le poste « Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation ».

— Actifs et passifs d'impôts courants et différés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	4 768	2 798
Impôts différés	31 239	34 718
Total Actifs d'impôts courants et différés	36 007	37 516
Impôts courants	2 350	1 108
Impôts différés	29	54
Total Passifs d'impôts courants et différés	2 379	1 162

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	49 858	-	50 447	-
Charges à payer non déductibles	8 216	-	5 161	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	37 308	-	36 394	-
Autres différences temporaires (1)	4 334	-	8 892	-
Impôts différés sur réserves latentes	-18 942	-	-13 771	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-18 942	-997	-13 771	-798
Gains et pertes sur écarts actuariels	-	997	-	798
Impôts différés sur résultat	323	29	-1 958	54
Total Impôts différés	31 239	29	34 718	54

(1) La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 436 milliers d'euros en 2024 contre 536 milliers d'euros en 2023

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

6.10. Comptes de régularisation actif, passif et divers :

— Comptes de régularisation et actifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs	123 922	109 887
Comptes de stocks et emplois divers	7 419	7 694
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire	-	-
Débiteurs divers (1)	116 369	102 171
Comptes de règlements	134	22
Capital souscrit non versé	-	-
Comptes de régularisation	110 282	120 008
Comptes d'encaissement et de transfert	45 447	34 184
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-	-
Produits à recevoir	57 677	78 813
Charges constatées d'avance	5 939	5 945
Autres comptes de régularisation	1 219	1 066
Valeur au bilan	234 204	229 895
<i>(1) Dont 4 434 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 4 434 milliers d'euros au 31 décembre 2023</i>		

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 162 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 128 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

— Comptes de régularisation et passifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs (1)	178 206	218 164
Comptes de règlements	-	-
Créditeurs divers	144 566	188 769
Versements restant à effectuer sur titres	30 435	27 453
Dettes locatives	3 205	1 942
Autres	-	-
Comptes de régularisation	129 092	176 799
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	14 085	19 972
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	29	30
Produits constatés d'avance	63 407	55 456
Charges à payer	40 506	64 490
Autres comptes de régularisation	11 065	36 851
Valeur au bilan	307 298	394 963
<i>(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées</i>		
<i>(2) Les montants sont indiqués en net</i>		

6.11. Immeubles de placement.

— Les immeubles de placement évalués au coût dans les états financiers du Groupe sont les immeubles, y compris donnés en location simple, qui ne constituent pas des éléments sous-jacents à des contrats d'assurance.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute	31 791	-	7 210	-37	-	-	38 964
Amortissements et dépréciations	-8 716	-	-1 032	119	-	-	-9 629
Valeur au bilan (1)	23 075	-	6 178	82	-	-	29 335
(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple							

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Valeur brute	31 818	-	23	-210	-	160	31 791
Amortissements et dépréciations	-7 400	-	-1 456	580	-	-440	-8 716
Valeur au bilan (1)	24 418	-	-1 433	370	-	-280	23 075
(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple							

Juste valeur des immeubles de placement.

— La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, établie « à dire d'expert », s'élève à 35 248 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 28 848 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

(En milliers d'Euros)		31/12/2024	31/12/2023
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	-	-
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	35 248	28 848
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	-	-
Valeur de marché des immeubles de placement		35 248	28 848

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût au bilan.

6.12. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition).

— Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilisations corporelles d'exploitation :							
Valeur brute	345 229	-	83 681	-81 906	-	-	347 004
Amortissements et dépréciations	-234 262	-	-12 600	31 093	-	-	-215 769
Valeur au bilan	110 967	-	71 081	-50 813	-	-	131 235
Immobilisations incorporelles :							
Valeur brute	8 192	-	190	-6 135	-	-	2 247
Amortissements et dépréciations	-7 557	-	-161	6 133	-	-	-1 585
Valeur au bilan	635	-	29	-2	-	-	662

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	322 149	-	43 700	-20 900	-	280	345 229
Amortissements et dépréciations	-225 866	-	-12 498	4 102	-	-	-234 262
Valeur au bilan	96 283	-	31 202	-16 798	-	280	110 967
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	8 189	-	3	-	-	-	8 192
Amortissements et dépréciations	-7 524	-	-43	10	-	-	-7 557
Valeur au bilan	665	-	-40	10	-	-	635

6.13. Provisions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements (4)	31/12/2024
Risques sur les produits épargne-logement (1)	5 701	-	-	-	-1 701	-	-	4 000
Risques d'exécution des engagements par signature	20 436	-	45 017	-	-45 056	-	-	20 398
Risques opérationnels (2)	3 263	-	367	-504	-204	-	-	2 923
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (3)	2 898	-	239	-124	-	-	-348	2 665
Litiges divers	3 723	-	746	-54	-667	-	-	3 747
Autres risques	7 535	-	3 602	-1 597	-6	-	-	9 535
Total	43 556	-	49 971	-2 279	-47 634	-	-348	43 268

(1) Cette provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan d'épargne logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

(2) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mises en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(3) Dont 1 469 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 196 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(4) Les autres mouvements concernent le retraitement IAS sur les engagements sociaux.

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Risques sur les produits épargne-logement	12 298	-	138	-	-6 735	-	-	5 701
Risques d'exécution des engagements par signature	31 282	-	43 955	-	-54 800	-	-	20 436
Risques opérationnels	3 922	-	699	-68	-1 290	-	-	3 263
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	1 089	-	152	-92	-19	-	1 768	2 898
Litiges divers	5 022	-	445	-480	-1 264	-	-	3 723
Autres risques	5 086	-	5 258	-2 803	-6	-	-	7 535
Total	58 699	-	50 647	-3 443	-64 114	-	1 768	43 556

(1) Dont 1 768 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 130 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

Provision épargne-logement :

— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	59 137	135 556
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	293 145	230 932
Ancienneté de plus de 10 ans	1 864 504	2 030 084
Total plans d'épargne-logement	2 216 786	2 396 572
Total comptes épargne-logement	375 036	365 299
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	2 591 822	2 761 871

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2024 pour les données au 31 décembre 2024 et à fin novembre 2023 pour les données au 31 décembre 2023.

— Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement	10 797	2 749
Comptes épargne-logement	4 101	2 582
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	14 898	5 331

— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	-	-
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	-	-
Ancienneté de plus de 10 ans	610	625
Total plans d'épargne-logement	610	625
Total comptes épargne-logement	-	-
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	610	625

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a décidé de figer le niveau de la provision Epargne Logement (EL) au 31 décembre 2024 à son niveau du 30 juin 2024, soit 0.610 M€.

L'option clientèle d'utilisation des droits portée par les contrats PEL/CEL donnerait la possibilité d'un tirage de crédit à taux réduits. Elle n'a été utilisée que très marginalement avant 2022 et demeure très faiblement exercée par la clientèle en raison d'un marché immobilier perturbé par la hausse des taux historique de 2023. La récente stabilisation du marché immobilier engendre une incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL et CEL. Des travaux d'évaluation ont été lancés et sont toujours en cours.

Dans ces conditions, par prudence, le niveau des provisions est resté figé au 31 décembre 2024.

Le calcul de la provision de la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2.5%, 2%, 1.5% et 1% : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0.1% du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 7.06% pour la Caisse régionale. Une hausse de 0.1% du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de 18.97% pour la Caisse régionale.

Il est à noter que la mise à jour selon les modèles actuels du calcul de la provision Épargne Logement aurait entraîné une reprise mécanique de 42.63% du montant provisionné en lien avec une baisse des taux annuels moyens de près de 50bps.

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

6.14. Capitaux propres :

— Composition du capital au 31 décembre 2024 :

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947. A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse Régionale	Nombre de titres au 31/12/2023	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2024	% Du capital	% Des droits de vote
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	3 889 436	-	-	3 889 436	2,20%	2,15%
Dont part du Public	-	-	-	-		
Dont part SACAM Mutualisation	3 889 436	-	-	3 889 436		
Parts sociales	177 284 907	6 631 267	11 127 870	172 788 304	97,80%	97,85%
Dont 91 caisses locales (1)	177 284 834	6 631 267	11 127 870	172 788 231		
Dont 18 administrateurs de la Caisse régionale (2)	72	-	-	72		
Dont Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-		
Dont SACAM Mutualisation	1	-	-	1		
Dont autres	-	-	-	-		
Total	181 174 343	6 631 267	11 127 870	176 677 740		

(1) La valeur nominale des titres est de 1,5 euros

(2) La valeur nominale des titres est de 4 euros

Rémunération par titre de capital.

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Année de rattachement	Par CCI	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2021	N/A	1,81	0,021
2022	N/A	1,63	0,027
2023	N/A	1,52	0,038
Prévu 2024	N/A	1,63	0,038

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 14 064 milliers d'euros en 2024 contre 12 335 milliers d'euros en 2023.

Affectations du résultat et fixation du dividende 2024

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2024 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire du 27/03/2025.

Le texte de la résolution est le suivant :

(En Euros)	31/12/2024
Intérêts aux parts sociales	1 216 822.68
Dividendes CCA	6 339 780.68
Réserves légales	51 330 736.48
Autres réserves	17 110 245.49
Report à nouveau	
Résultat	75 997 585.33

6.15. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle.

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	73 285	-	-	-	-	73 285
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	829	517	18 940	21 496	584 240	626 022
Instruments dérivés de couverture	288	1 388	41 797	95 352	-	138 825
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	1 808 454	1 808 454
Actifs financiers au coût amorti	1 464 982	1 638 716	6 880 431	9 080 983	21 358	19 086 470
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-25 979					-25 979
Total Actifs financiers par échéance	1 513 405	1 640 621	6 941 168	9 197 831	2 414 052	21 707 077
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	156	507	750	11 157	-	12 570
Instruments dérivés de couverture	-	56	25 015	93 194	-	118 265
Passifs financiers au coût amorti	6 603 024	3 185 327	6 082 300	2 550 751	272	18 421 674
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-19 237					-19 237
Total Passifs financiers par échéance (1)	6 583 943	3 185 890	6 108 065	2 655 102	272	18 533 272

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	71 388	-	-	-	-	71 388
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	868	810	21 349	9 586	279 667	312 280
Instruments dérivés de couverture	5	6 217	55 398	133 074	-	194 694
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	1 606 881	1 606 881
Actifs financiers au coût amorti	1 760 729	1 507 482	7 061 202	9 003 818	53 071	19 386 302
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-90 414					-90 414
Total Actifs financiers par échéance	1 742 576	1 514 509	7 137 949	9 146 478	1 939 619	21 481 131
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	199	761	3 376	9 191	-	13 527
Instruments dérivés de couverture	-	2 880	25 397	74 499	-	102 776
Passifs financiers au coût amorti	6 952 928	2 644 619	6 134 763	2 591 069	187	18 323 566
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-26 359					-26 359
Total Passifs financiers par échéance (1)	6 926 768	2 648 260	6 163 536	2 674 759	187	18 413 510

(1) Dont 71 791 milliers d'euros de dettes rattachées en 2024 contre 59 073 milliers d'euros en 2023

7. – Avantages au personnel et autres rémunérations.**7.1. Détail des charges de personnel :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements (1)	-91 039	-89 886
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-11 133	-11 060
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-2 219	-946
Autres charges sociales	-33 108	-33 101
Intéressement et participation	-10 260	-9 843
Impôts et taxes sur rémunération	-14 544	-14 498
Total Charges de personnel	-162 303	-159 334
(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 472 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 538 milliers d'euros au 31 décembre 2023 Dont médailles du travail pour 124 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 92 milliers d'euros au 31 décembre 2023		

7.2. Effectif moyen de la période :

Effectif moyen	31/12/2024	31/12/2023
France	1 862	1 907
Étranger	-	-
Total	1 862	1 907

7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

Le régime de retraite des salariés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire étant celui de la MSA et d'Agrica, à cotisations définies, celle-ci ne porte pas dans ces comptes d'engagement "retraite" mais enregistre en "frais de personnel" le montant des cotisations correspondantes.

7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies :

— Variation dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	33 120	33 313
Coût des services rendus sur l'exercice	2 273	2 400
Coût financier	1 061	1 168
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-944
Variations de périmètre	41	-27
Prestations versées (obligatoire)	-2 631	-2 160
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-433	-1 800
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-421	1 170
Dette actuarielle à la clôture	33 010	33 120
(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience		

— Détail de la charge comptabilisée au résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	2 273	1 456
Charge/produit d'intérêt net	-409	-742
Impact en compte de résultat à la clôture	1 864	714

— Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net		
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture	5 906	6 080
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	21	456
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-433	-1 800
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-421	1 170
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture	5 073	5 906
<i>(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.</i>		

— Variation de juste valeur des actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs à l'ouverture	36 736	37 212
Intérêt sur l'actif (produit)	1 203	1 354
Gains/(pertes) actuariels	-21	-456
Cotisations payées par l'employeur	1 658	813
Variations de périmètre	41	-27
Prestations payées par le fonds	-2 631	-2 160
Juste valeur des actifs à la clôture	36 986	36 736

— Position nette :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle à la clôture	33 010	33 120
Impact de la limitation d'actifs	-	267
Juste valeur des actifs fin de période	-36 986	-36 736
Position nette (passif)/ actif à la clôture	3 976	3 349

Composition des actifs des régimes :

Les actifs des régimes sont constitués de police d'assurances éligibles :

- Prédica : pour les indemnités de fin de carrière, les engagements de retraite.
- Fomugei : pour les engagements de retraite des présidents de Caisse régionale.
- Adicam : Pour le régime de retraite supplémentaire et les indemnités de fin de carrière des cadres dirigeants.

— Variations de la provision

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle à la clôture	-33 010	-33 120
Impact de la limitation d'actifs	0	-267
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	-3 859	-3 088
Juste valeur des actifs fin de période	36 984	36 734
Position nette (passif)/ actifs à la clôture	114	259

— Rendement des actifs des régimes :

Rendements des actifs de régime sur 2024		
Indemnités de fin de carrière	Retraite des présidents	Retraite des cadres dirigeants
3,17 %	3,51 %	3,17 %

— Hypothèses actuarielles utilisées :

Taux d'actualisation sur 2024				
Indemnités de fin de carrière		Retraite des présidents	Retraite des cadres dirigeants	
Salariés	Dirigeants		Ancien Régime	Nouveau Régime
3,38 %	3,18 %	3,55 %	3,18 %	3,38 %

Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

— une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de :

- 4,86 % pour les indemnités de fin de carrière des salariés ;
- 0,5 % pour la retraite des présidents ;
- 2,13 % pour les indemnités de fin de carrière des cadres dirigeants ;
- 0,91 % pour la retraite des cadres dirigeants ancien régime ;
- 3,09 % pour la retraite des cadres dirigeants nouveau régime ;

— une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de :

- 5,26 % pour les indemnités de fin de carrière des salariés ;
- 0,6 % pour la retraite des présidents ;
- 2,22 % pour les indemnités de fin de carrière des cadres dirigeants ;
- 0,94 % pour la retraite des cadres dirigeants ancien régime ;
- 3,27 % pour la retraite des cadres dirigeants nouveau régime.

7.5. Autres avantages sociaux.

— Les provisions constituées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 1 196 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2024.

7.6. Rémunérations de dirigeants.

— Le montant des indemnités administrateurs et salaires bruts versés aux administrateurs de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire et aux mandataires sociaux en 2024 est de 1 105 142 €.

Le montant des avances et crédits accordés aux administrateurs de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire et aux mandataires sociaux s'élève au 31/12/2024 à 6 098 100 €.

8. – Contrats de location.

8.1. Contrats de location dont le Groupe est preneur.

— Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles détenues en propre	126 232	107 135
Droits d'utilisation des contrats de location	5 003	3 832
Total Immobilisations corporelles d'exploitation	131 235	110 967

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation ni de dette locative sur ces contrats.

Variation des actifs au titre du droit d'utilisation.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est preneur de nombreux actifs dont des bureaux et des agences.
Les informations relatives aux contrats dont la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est preneur sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilier :							
Valeur brute	9 349	-	2 705	-424	-	-	11 630
Amortissements et dépréciations	-5 532	-	-1 135	40	-	-	-6 627
Total immobilier	3 817	-	1 570	-384	-	-	5 003
Mobilier :							
Valeur brute	-53	-	-	-53	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-38	-	-14	52	-	-	-
Total mobilier	15	-	-14	-1	-	-	-
Total Droits d'utilisation	3 832	-	1 556	-385	-	-	5 003

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Immobilier :							
Valeur brute	9 448	-	570	-669	-	-	9 349
Amortissements et dépréciations	-4 973	-	-1 172	613	-	-	-5 532
Total immobilier	4 475	-	-602	-56	-	-	3 817
Mobilier :							
Valeur brute	53	-	-	-	-	-	53
Amortissements et dépréciations	-19	-	-19	-	-	-	-38
Total mobilier	34	-	-19	-	-	-	15
Total Droits d'utilisation	4 509	-	-621	-56	-	-	3 832

— Echancier des dettes locatives :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	928	1 945	332	3 205

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	504	1 035	403	1 942

— Détail des charges et produits de contrats de location :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'intérêts sur dettes locatives	-112	-52
Total Intérêts et charges assimilées (PNB)	-112	-
Charges relatives aux contrats de location court terme	-653	-663
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	-1 317	-1 340
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-186	-28
Total Charges générales d'exploitation	-2 156	-
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-1 087	-1 170
Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	-1 087	-
Total Charges et produits de contrats de location	-3 355	-3 253

— Montants des flux de trésorerie de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	-3 287	-3 274

8.2. Contrats de location dont le Groupe est bailleur.

— La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire propose des contrats de location qui sont classés en location simple.

— Produits de contrats de location :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Location-financement	-	-
Location simple	2 317	2 296
Produits locatifs	2 317	2 296

9. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties.

— Engagements donnés et reçus :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	2 017 576	1 957 037
Engagements de financement	1 519 099	1 542 800
Engagements en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	1 519 099	1 542 800
Engagements de garantie	498 477	414 237
Engagements d'ordre des établissements de crédit	-	14 422
Engagements d'ordre de la clientèle	498 477	399 815
Engagements sur titres	-	-
Titres à livrer	-	-
Engagements reçus	6 206 990	6 119 389
Engagements de financement	17 735	16 500
Engagements reçus des établissements de crédit	17 735	16 500
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	6 187 437	6 102 889
Engagements reçus des établissements de crédit	863 763	925 511
Engagements reçus de la clientèle	5 323 674	5 177 378
Engagements sur titres	1 818	-
Titres à recevoir	1 818	-

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque Centrale. En conséquence, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire ne postera plus 108 M€ de créances entreprises auprès de la Banque de France.

— Instruments financiers remis et reçus en garantie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	5 814 085	6 242 638
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	-	370
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	204 490	69 703
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	6 018 575	6 312 711
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie	-	-
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	376 797	226 259
Titres vendus à découvert	-	-
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	376 797	226 259

Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des « FCT Crédit Agricole Habitat » comme dispositif de refinancement.

Créances apportées en garantie.

— Au cours de l'année 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a apporté 5 814 085 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 6 242 638 milliers d'euros en 2023. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a apporté :

- 1 554 142 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 2 136 841 milliers d'euros en 2023 ;
- 172 642 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 176 842 milliers d'euros en 2023 ;
- 4 087 300 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 3 928 955 milliers d'euros en 2023.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie.

— La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

A l'exception des titres reçus en pension livrée, pour un montant de 202 878 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 68 626 milliers d'euros au 31 décembre 2023, et des valeurs reçues en garantie ou en nantissement, pour un montant de 172 173 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 157 633 milliers d'euros au 31 décembre 2023, les garanties détenues par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire.

10. – Reclassements d'instruments financiers.

Principes retenus par le groupe Crédit Agricole.

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire.

Reclassements effectués par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a pas opéré en 2024 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

11. – Juste valeur des instruments financiers.

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

11.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti.

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- Être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
- Donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI").

A ce titre, les informations relatives à la juste valeur de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- Les valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2024. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.

L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

— Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Prêts et créances	18 387 795	18 220 949	-	2 185 862	16 035 087
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 146 625	2 146 549	-	2 122 940	23 609
Prêts et créances sur la clientèle	16 241 170	16 074 400	-	62 922	16 011 478
Titres de dettes	698 675	671 404	-	671 404	-
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	19 086 470	18 892 353	-	2 857 266	16 035 087

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Prêts et créances	18 725 162	18 357 479	-	2 504 575	15 852 904
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 427 343	2 426 095	-	2 417 278	8 817
Prêts et créances sur la clientèle	16 297 819	15 931 384	-	87 297	15 844 087
Titres de dettes	661 140	634 740	625 332	7 546	1 862
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	19 386 302	18 992 219	625 332	2 512 121	15 854 766

L'écart de réévaluation à l'actif du bilan s'élève à 26 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 90 millions d'euros au 31 décembre 2023. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de 420 millions d'euros au 31 décembre 2024.

— Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	10 698 690	10 697 608	-	10 697 608	-
Dettes envers la clientèle	7 423 467	7 408 843	-	7 324 590	84 253
Dettes représentées par un titre	299 517	288 599	60 793	227 806	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	18 421 674	18 395 050	60 793	18 250 004	84 253

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	10 852 596	10 853 324	-	10 853 324	-
Dettes envers la clientèle	7 214 525	7 189 695	-	7 087 606	102 089
Dettes représentées par un titre	256 445	252 523	49 770	202 753	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	18 323 566	18 295 542	49 770	18 143 683	102 089

L'écart de réévaluation au passif du bilan s'élève à 19 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 26 millions d'euros au 31 décembre 2023. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de 47 millions d'euros au 31 décembre 2024.

11.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions d'édution faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

— Actifs financiers valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	12 599	-	12 599	-
Instruments dérivés	12 599	-	12 599	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	613 423	326 831	69 245	217 347
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	46 652	-	46 252	400
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	554 771	326 831	10 993	216 947
Créances sur la clientèle	4 000	-	4 000	-
Titres de dettes (1)	550 771	326 831	6 993	216 947
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	12 000	-	12 000	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 808 454	-	1 794 120	14 334
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 808 454	-	1 794 120	14 334
Instruments dérivés de couverture	138 825	-	138 825	-
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	2 573 301	326 831	2 014 789	231 681
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

(1) Le montant des OPC s'élève à 298 036 milliers d'euros au 31/12/2024 et classé en niveau 1.
Le montant des OPC s'élève à 6 993 milliers d'euros au 31/12/2024 et classé en niveau 2.
Le montant des OPC s'élève à 216 559 milliers d'euros au 31/12/2024 et classé en niveau 3.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	13 953	-	13 953	-
Instruments dérivés	13 953	-	13 953	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	298 327	133 652	67 636	97 039
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	46 818	-	46 418	400
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	239 249	133 652	8 958	96 639
Créances sur la clientèle	4 000	-	4 000	-
Titres de dettes	235 249	133 652	4 958	96 639
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	12 260	-	12 260	-

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 606 881	-	1 594 160	12 721
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 606 881	-	1 594 160	12 721
Instruments dérivés de couverture	194 694	-	194 694	-
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	2 113 855	133 652	1 870 443	109 760
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-
<i>(1) Le montant des OPC s'élève à 115 322 milliers d'euros au 31/12/2023 et classé en niveau 1. Le montant des OPC s'élève à 4 958 milliers d'euros au 31/12/2024 et classé en niveau 2. Le montant des OPC s'élève à 96 313 milliers d'euros au 31/12/2024 et classé en niveau 3.</i>				

— Passifs financiers valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	12 570	-	12 570	-
Instruments dérivés	12 570	-	12 570	-
Instruments dérivés de couverture	118 265	-	118 265	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	130 835	-	130 835	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	13 527	-	13 527	-
Instruments dérivés	13 527	-	13 527	-
Instruments dérivés de couverture	102 776	-	102 776	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	116 303	-	116 303	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

— Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3 :

Tableau 1 sur 3	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés
Solde de clôture 31/12/2023	109 760	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	9 826	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	8 213	-	-	-	-	-	-

Comptabilisés en capitaux propres	1 613	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	940 747	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-828 652	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture 31/12/2024	231 681	-	-	-	-	-	-

Tableau 2 sur 3 (En milliers d'Euros)	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat								
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
	Actions et autres titres à revenu variable et titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes			Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes
Solde de clôture 31/12/2023	400	-	-	96 639	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	8 213	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	8 213	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	940 747	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-828 652	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture 31/12/2024	400	-	-	216 947	-	-	-	-	-

Tableau 3 sur 3 (En milliers d'Euros)	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments dérivés de couverture
Solde de clôture 31/12/2023	12 721	-	-
Gains /pertes de la période (1)	1 613	-	-

Comptabilisés en résultat	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	1 613	-	-
Achats de la période	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-
Transferts	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-
Solde de clôture 31/12/2024	14 334	-	-
<i>(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :</i>			

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	9 826
Comptabilisés en résultat	8 213
Comptabilisés en capitaux propres	1 613

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres".

12 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024

Date de clôture.

— Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe à l'exception des entités suivantes :

Entités	Nature du contrôle	Date de clôture des états financiers utilisés
CA Centre Loire Immobilier	Exclusif	30/09/2024
CA Centre Loire Energie Renouvelable	Exclusif	30/09/2024

12.1. Composition du périmètre.

— Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire, des 91 Caisses Locales qui lui sont affiliées, du Fonds de placement CACL Diversifié, de Fonds Communs de Titrisation Crédit Agricole Habitat, de la SAS Centre Loire Expansion, de la SAS Centre Loire Investissement, de la SAS Centre Loire Promotion, de la SAS CLARES, de la SAS Centre Loire Immobilier, de la SAS Centre Loire Services et de la SAS Centre Loire Energies Renouvelables.

CAISSES LOCALES au 31/12/2024 :

<p>ARGENT S/ SAULDRE 27, avenue Nationale 18410 argent s/ Sauldre M. Denis GIRAUD BAUGY 14, rue Saint Martin 18800 Baugy M. Jean-François DESRATS BELLEGARDE 5, rue Demersay 45270 bellegarde M. Sylvain LANOUE BOURGES NORD 38-40, rue de Turly 18000 bourges</p>	<p>ARTENAY 22, rue d'Orléans 45410 ARTENAY M. Vianney BRIAIS BEAUGENCY 26, place du Martroi 45190 BEAUGENCY M. Cyril COLAS BOURGES LITTRÉ 18, rue Littré - BP 187 18000 BOURGES M. Jean Marie AUDEBERT BRIARE – BONNY SUR LOIRE 8, place de la République 45250 BRIARE</p>	<p>AUBIGNY S/ NERE 13, rue Cambournac 18700 AUBIGNY S/ NERE Mme Isabelle FIGUEIREDO BEAUNE LA ROLANDE 12 bis, Mail Est 45340 BEAUNE LA ROLANDE M. Jérôme TINSEAU BOURGES MARRONNIERS 1, rue des Hémerettes 18000 BOURGES Mme Vanessa RANGIER BRINON SUR BEUVRON Place du Bourg 58420 BRINON S/ BEUVRON</p>
---	---	---

<p>M. Patrice BELIER CHATEAU CHINON 10 bis, route de Nevers 58120 château chinon</p> <p>Mme Sandra GERMAIN CHATEAUNEUF SUR CHER 20 grande rue 18190 Chateaufort s/cher</p> <p>Mme Sandrine LOPEZ CHATILLON EN BAZOIS Rue du Docteur Duret 58110 chatillon en Bazois</p> <p>M Sébastien PERRET CLERY SAINT ANDRE 144, rue du Maréchal Foch 45370 Clery St André</p> <p>M. Éric MAINARDI COURTENAY Place du Mail 45320 Courtenay</p> <p>M. Jean-Marc PLASSARD DONZY Boulevard d'Osmond 58220 Donzy</p> <p>M. Joëlle ROBERT ENTRE LOIRE ET NIEVRE 72, avenue de Paris 58320 Pougy les eaux</p> <p>M. Jean Louis ROUEZ FLEURY - SARAN 128, rue du Faubourg Bannier 45000 Orléans</p> <p>M. Bruno VILLEDIEU GRACAY Rue Félix Pyat 18310 Gracay</p> <p>M. Patrick BEDU LA CHARITE SUR LOIRE Place du Général de Gaulle 58400 La Charite s/Loire</p> <p>M. David CAZIOT LA SOURCE - ST CYR Centre commercial 2002 45100 Orléans</p> <p>M. Jorge PEREZ-LARRACILLA LES AIX D'ANGILLON 2 Rue de la Liberté 18220 les Aix d'Angillon</p> <p>M. Michel CORDIER LORMES 4, rue du Pont National</p>	<p>M. Olivier LECHAUVE CHATEAUMEILLANT 11, place Saint Blaise 18370 CHATEAUMEILLANT</p> <p>M. Jean-Christophe DEBOURGES CHATEAU-RENARD Place du Château 45220 CHÂTEAU-RENARD</p> <p>Mme Stéphanie MAGNAUDEIX ABSOLU CHATILLON SUR LOIRE 1, place des Victoires 45360 CHATILLON S/ LOIRE</p> <p>M. Valéry MIERMONT CORBIGNY 13, avenue Saint Jean 58800 CORBIGNY</p> <p>M. Jean-Michel MORLE CULAN Place du Champ de Foire 18270 CULAN</p> <p>M. Marc LECONTE DUN SUR AURON 1, place Gustave Vinadelle 18130 DUN S/ AURON</p> <p>M. Jean-Michel BERTAUX FAY AUX LOGES 41, rue Abbé Thomas 45450 FAY AUX LOGES</p> <p>M. Jean Pierre COCU FOURS 7, route de Luz 58250 FOURS</p> <p>M Éric COTTIN HENRICHEMONT Place Henri IV 18250 HENRICHEMONT</p> <p>M. David GIRARD LA FERTE SAINT AUBIN 53, avenue Maréchal Leclerc 45240 LA FERTE ST AUBIN</p> <p>Mme Martine PINGUAT LE CHATELET EN BERRY Grande Rue 18170 LE CHATELET EN BERRY</p> <p>M. Yvan ARSILLY LEVET Avenue Nationale 18340 LEVET</p> <p>M. Benoît COLSON LORRIS 3, rue Guillaume de Lorris</p>	<p>M. Christophe CAMUSAT CHATEAUNEUF SUR LOIRE - ST BENOIT 10, rue de la Vrillière 45110 CHATEAUNEUF S/ LOIRE</p> <p>m. Claude BURGEVIN CHATILLON-COLIGNY 7, place Montmorency-Luxembourg 45230 CHATILLON COLIGNY</p> <p>M. François BILLIAU CLAMECY Avenue de la République 58500 CLAMECY</p> <p>Mme Marie-Claude MASSON COSNE SUR LOIRE 15, square Gambon 58200 COSNE S/ LOIRE</p> <p>M. Gilles SIMON DECIZE 17, quai de Loire 58300 DECIZE</p> <p>M. Stéphane AUROUSSEAU ENTRAINS Place du Puits de Fer 58410 ENTRAINS S/ NOHAIN</p> <p>M. Marc MALEZIEUX DEHON FERRIERES EN GATINAIS 16, Grande Rue 45210 FERRIERES EN GATINAIS</p> <p>Mme Isabelle RONDEAU GIEN 28, avenue Maréchal Leclerc 45500 GIEN</p> <p>Mme Cécile CHAVIGNY JARGEAU - TIGY 2, boulevard du Saumon 45150 JARGEAU</p> <p>M. Rémi BARON LA GUERCHE SUR L'AUBOIS 18-20, rue Henri Barbusse 18150 LA GUERCHE S/ L'AUBOIS</p> <p>M. David DUMEZ LÉRÉ Grande Rue 18240 LERE</p> <p>Mme Isabelle BEDU LIGNIERES 13 Avenue Jean Jaurès 18160 LIGNIERES</p> <p>M. Alain LOSSIGNOL LUZY Place du Champ de Foire</p>
--	--	--

<p>58140 Lormes M. Pascal MEULE MEHUN - LURY 6-8, rue Agnès Sorel 18500 Mehun s/ Yevre M. Patrick FOURNIER MONTSAUCHE 1 place Danielle Mitterrand 58230 Montsauche les Settons M. Bernard LOISON NEUVILLE AUX BOIS Allée René Cassin 45170 Neuville aux Bois M. Guillaume PALLUAU ORLEANS CENTRE 23, rue Théophile Chollet 45000 Orleans M. Laurent FESNEAU OUTARVILLE 3, rue Robine 45480 Bazoches les Gallerandes M. AURELIEN BARANGER POUILLY SUR LOIRE Place de la République 58150 pouillys/ Loire M. Christophe BONNARD PUISEAUX- MALESHERBES 2, place de la République 45390 Puisseaux M. SEBASTIEN LEPRETRE SANCOINS 38-40, rue F. Duruisseau 18600 Sancoins M. Arnaud BODOLEC SAINT AMAND EN PUISAYE Route de Cosne 58310 st Amand en Puisaye M. Thierry RACHET SAINT DOULCHARD 8 place de l'Hôtel de Ville 18230 st Doulichard Mme Françoise PINSON SAINT jean de la Ruelle - LA CHAPELLE 86, rue Charles Beauhaire 45140 St Jean de la ruelle M. Patrick AUBRY Saint Pierre Le MOUTIER 11, rue du 11 novembre 58240 st pierre le moutier Mme Annick TISSERON TANNAY</p>	<p>45260 LORRIS M. Fabien CHAUDRE MEUNG SUR LOIRE 46-48, rue du Général de Gaulle 45130 MEUNG S/ LOIRE M. Pierre ALLARD MOULINS ENGILBERT 4, rue des Fossés 58290 MOULINS ENGILBERT M. Marie-Claude GUINOT NEVERS 24, rue des Merciers 58000 NEVERS M. Aymeric BEHAGHEL ORLEANS SAINT MARCEAU 98, avenue Dauphine 45100 ORLEANS MME Michele BOURET PATAY-CHARSONVILLE-EPIEDS 13, place Jeanne d'Arc 45310 PATAY M. FREDERIC BOET PREMERY 3 avenue de la Gare 58700 PREMERY M. Christian GOBET SANCERGUES 27 Grande Rue 18140 SANCERGUES MME ANGELINE GUILLON SCEAUX DU GATINAIS Place de la Mairie 45490 SCEAUX EN GATINAIS Mme Patricia MOLLEREAU SAINT AMAND MONTROND 25, rue Nationale - BP 63 18200 ST AMAND MONTROND M. Christophe GENTY SAINT FLORENT - CHAROST Square Henri Barbusse 18400 ST FLORENT S/ CHER M. Damien FERRIER SAINT JEAN LE BLANC Clos de l'Arche 45650 ST JEAN LE BLANC Mme Valérie COULON-FILLION SAINT SAULGE 13 place du Champ de Foire 58330 ST SAULGE Mme Arlette DOSSANG VAILLY SUR SAULDRE</p>	<p>58170 LUZY M. Didier DAUTELOUP MONTARGIS 1, place Jules Ferry 45200 MONTARGIS M. Gérard LEBOEUF NERONDES Grande Rue 18350 NERONDES M. Daniel GRIMOIN OLIVET 516, rue Marcel Belot 45160 OLIVET M. Patrice LANSON OUROUX EN MORVAN Grande Rue 58230 OUROUX EN MORVAN MME Virginie DESBROSSES PITHIVIERS 35, Mail Ouest 45300 PITHIVIERS M. PHILIPPE BARATIN PREVERANGES Place du Marché 18370 PREVERANGES M. Éric BRANDON SANCERRE 4 route de Chavignol 18300 ST SATUR M. JEAN-LUC MILLET SOLOGNE NIVERNAISE Rue Théodore de Banville 58380 LUCENAY LES AIX M. Fabrice DELAUNOIS SAINT BENIN D'AZY Place du Champ de Foire 58270 ST BENIN D'AZY M. Christophe CHEVALIER SAINT JEAN DE BRAYE - CHECY 30, rue de la Planche de Pierre 45800 ST JEAN DE BRAYE Mme Françoise FOULATIER SAINT MARTIN D'AUXIGNY Avenue de la République 18110 ST MARTIN D'AUXIGNY Mme Chrystelle NOUBLANCHE SULLY SUR LOIRE 23, rue du Grand Sully 45600 SULLY S/ LOIRE M. Patrice CHEDANNE VARZY</p>
---	--	--

2, rue Emile Régnauld 58190 Tannay M. Philippe LAGUIGNER VIERZON 17, rue de la République 18100 Vierzon M. Luc de Montenay	Grande Rue 18260 VAILLY S/ SAULDRE M. Daniel BELLEVILLE	Place du Marché 58210 VARZY M. Guy ROBAIL
---	--	--

Le Fond Commun de Placement CACL diversifié.

Le Fond CACL Diversifié est géré par CPR - 90, Boulevard Pasteur - 75015

— Détail de la composition du périmètre :

Périmètre de consolidation de La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire	Méthode de consolidation	Modification de périmètre	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle	% De contrôle		% D'intérêt	
						31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Banque de proximité en France									
CI Globalisées 848 Centre Loire	Mère		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
Caisse régionale Centre Loire	Mère		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
Sociétés d'investissement									
SAS Credit Agricole Centre Loire Investissement	Intégration globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
Centre Loire Expansion	Intégration globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
SAS Credit Agricole Centre Loire Immobilisations	Intégration globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
Credit Agricole Centre Loire Services	Intégration globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
CI Promotion	Intégration globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
CI Clares	Intégration globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
CA Centre Loire Energies Renouvelables	Intégration globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
Divers									
FCT Credit Agricole Habitat Compartiment CR848 Centre Loire	Mère		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT Credit Agricole Habitat 2020 Compartiment CR848 Centre Loire	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT Credit Agricole Habitat 2022 Compartiment CR848 Centre Loire	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
FCT Credit Agricole Habitat 2024 Compartiment CR848 Centre Loire	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100%	100%	100%	100%
CACL Diversifie	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	99,99855%	99,99855%	99,99855%	99,99855%

Les Fonds Communs de titrisation.

Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

13. – Participations et entités structurées non consolidées.

13.1. Participations non consolidées.

— Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 1 821 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 1 621 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

13.1.1. Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation.

— Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% D'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2024	31/12/2023	
CA MY LOIRE VALLEY	France	100,00%	100,00%	Entité non significative, entité contrôlée ne dépassant pas les seuils de matérialité définis
VILLAGE BY CA NEVERS	France	87,13%	87,13%	Entité non significative, entité contrôlée ne dépassant pas les seuils de matérialité définis
ENR CENTRE 1	France	12,25%	0,00%	Entité non significative, entité contrôlée ne dépassant pas les seuils de matérialité définis
ENR CENTRE 2	France	12,25%	0,00%	Entité non significative, entité contrôlée ne dépassant pas les seuils de matérialité définis
SEPAL	France	23,33%	23,33%	Entité non significative, entité contrôlée ne dépassant pas les seuils de matérialité définis
CREDIT AGRICOLE DES REGIONS DU CENTRE INGENIERIE	France	36,00%	36,00%	Entité non significative, entité contrôlée ne dépassant pas les seuils de matérialité définis
CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME	France	7,51%	7,51%	Entité non significative, entité contrôlée ne dépassant pas les seuils de matérialité définis
CEI TP	France	25,00%	25,00%	Entité non significative, entité contrôlée ne dépassant pas les seuils de matérialité définis
SAS GIBAUDERIE	France	25,00%	25,00%	Entité non significative, entité contrôlée ne dépassant pas les seuils de matérialité définis
ALDDO	France	25,00%	25,00%	Entité non significative, entité contrôlée ne dépassant pas les seuils de matérialité définis
MAISON D'ASCLEPIOS	France	22,12%	24,39%	Entité non significative, entité contrôlée ne dépassant pas les seuils de matérialité définis
VILLAGE 3	France	33,33%	33,33%	Entité non significative, entité contrôlée ne dépassant pas les seuils de matérialité définis
CA CAPITAL PME 2	France	6,00%	6,00%	Entité non significative, entité contrôlée ne dépassant pas les seuils de matérialité définis
SAS FONCIERE COMMERCE DE L'ORLEANAIS	France	13,51%	0,00%	Entité non significative, entité contrôlée ne dépassant pas les seuils de matérialité définis
B3 VILLAGE BY CA VIERZON	France	33,29%	0,00%	Entité non significative, entité contrôlée ne dépassant pas les seuils de matérialité définis

13.2. Informations sur les entités structurées non consolidées.

— Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus.

Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

— Fonds de placement :

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

— Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités :

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, l'implication de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire dans les tableaux ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	Fonds de placement 31/12/2024			
	Fonds de placement (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	342 220	342 220	-	342 220
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	342 220	342 220	-	342 220
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-
Engagements donnés				
Engagements de financement	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature	-	-	-	-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-
Total Bilan des entités structurées non consolidées	25 973 466	-	-	-

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

(En milliers d'Euros)	Fonds de placement 31/12/2023			
	Fonds de placement (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	88 479	88 479	-	88 479
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	88 479	88 479	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-
Engagements donnés :				
Engagements de financement	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature	-	-	-	-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-
Total Bilan des entités structurées non consolidées	19 716 070	-	-	-

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

Exposition maximale au risque de perte.

— L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de CDS (credit default swap) pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du mark-to-market. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

14. – Événements postérieurs au 31 décembre 2024.

Aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 31 décembre 2024 n'est intervenu entre la date de clôture et le 31 janvier 2025, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.